



MALI

CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Renforcer la réponse humanitaire

Réunion mensuelle de coordination

Jeudi 23 Février 2023

Réunion en ligne



MALI
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire

AGENDA

- 1. Situation de la Sécurité Alimentaire**
- 2. Suivi de la réponse**
- 3. Activités de coordination**
- 4. Divers**



MALI

CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Renforcer la réponse humanitaire

1. Situation de la Sécurité Alimentaire



1.1. Mise à jour de profils HEA (ML 10 – Koutiala) – SAP Mali

1.2. Outils de mesure de la résilience AMR & RIMA – FAO/CILSS

***1.3. Suivi des marchés/ Evolution des prix des produits
alimentaires – PAM***



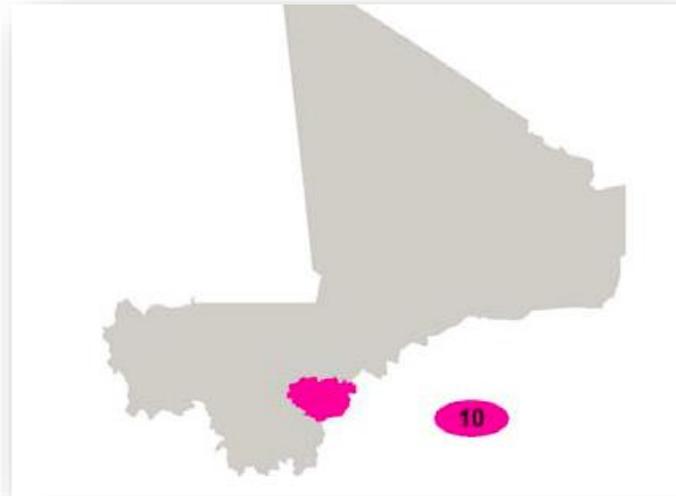
1.1. Mise à jour de profils HEA (ML 10 – Koutiala) ***(SAP Mali)***



Présentation du profil de la ZME ML 10

- Mali

mai 2022



PLAN DE LA PRESENTATION

1. Présentation : Contexte, HEA, ZME

2. Méthodologie de collecte

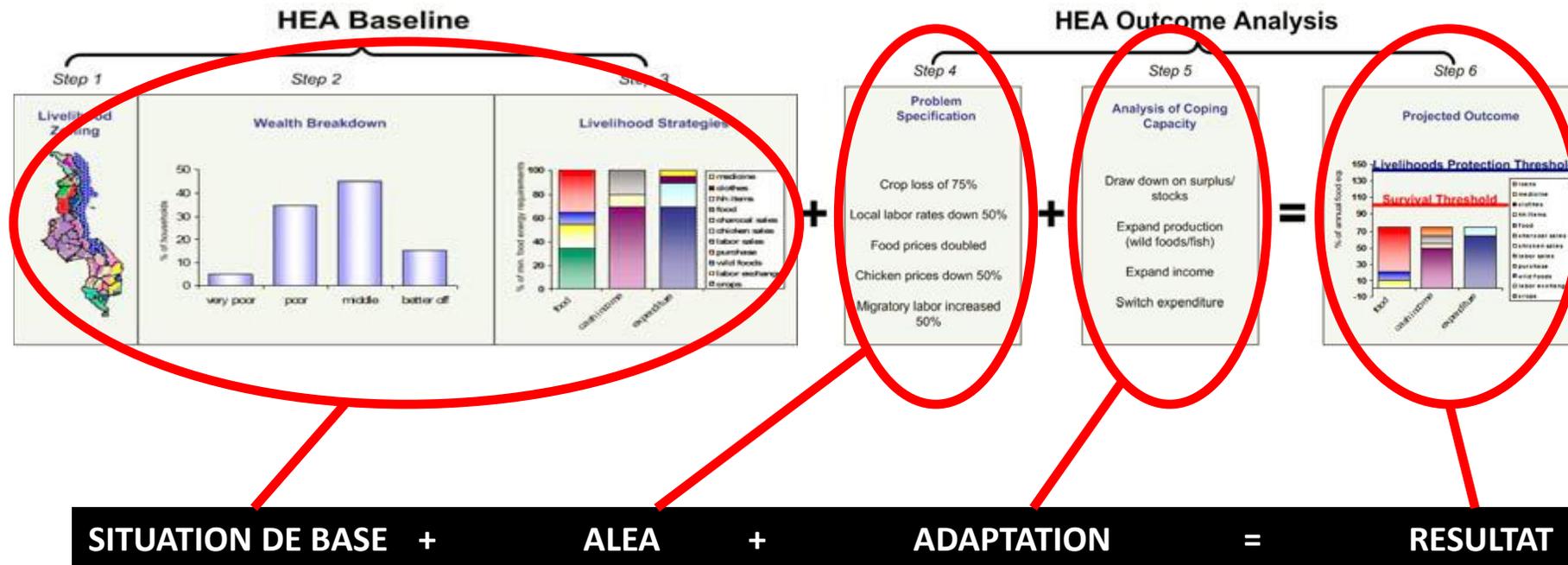
3. Résultats préliminaires

1.1. Contexte

- Ces dernières années, vu la récurrence et la complexité des crises alimentaires et les besoins de plus en plus croissants pour secourir les populations vulnérables, il s'est avéré nécessaire d'aller à un ciblage plus fin privilégiant les franges de population les plus affectées par les chocs. C'est ainsi que le SAP a intégré dans ses outils le cadre d'analyse HEA pour répondre à ce souci des intervenants du domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Le SAP avec l'appui technique et financier de ses partenaires a réalisé des profils de référence dans la grande majorité des zones de moyens d'existence au Mali. ***Mais la pandémie de Covid19 avec les mesures de restriction prises partout (au Mali et ailleurs) ont affecté les moyens d'existence des populations en divers endroits du pays, surtout dans les zones qui étaient déjà affectées par l'insécurité civile et les conflits.*** En particulier, les centres urbains et les zones dépendant fortement des transferts d'argent des migrants ont été durement affectés.
- A cet effet, il est recommandé de **revoir les profils de référence**, conçues en années typiques, pour prendre en compte les évolutions brusques liées à cette pandémie.
- C'est dans ce cadre que la FAO et le PAM, partenaires du SAP-Mali, ont contribué à mettre à jour trois (3) profils de moyens d'existence dont celui de la **ML10 « Sud-Est Sorgho, mil et coton »**.

1.2. RAPPEL DU CADRE ANALYTIQUE HEA : Composantes

La HEA : Un processus d'analyse en six étapes



HEA permet de comprendre l'économie des ménages dans leur contexte:

- comment ils survivent **en temps normal** et dans l'adversité au sein de la communauté et dans le contexte e global (marchés, environnement, social, politique...)
- estime ou mesure l'impact des évènements sur les différents types de ménages
- donc mesure le degré de vulnérabilité de chaque type de ménage face aux évènements
- fournit une analyse prédictive permettant une meilleure planification des réponses: permet d'étudier l'impact probable d'interventions potentielles

1.3. METHODOLOGIE PROFIL ML 10

- Le cheminement utilisé est le suivant:
- Choix du personnel par le SAP et le partenaire, la FAO,
- Formation des agents enquêteurs sur la méthodologie HEA,
- Revue et adaptation des outils de collecte HEA,
- Choix des sites pour la collecte des données,
- Sortie sur terrain en trois étapes pour chaque village,
- Saisie des données au fur-à-mesure,
- Consolidation des informations collectées,
- Restitution,
- Rédaction du rapport.

LA REVUE DES OUTILS DE COLLECTE

- Les fiches de collecte de données secondaires (F1 et F2);
- La fiche d'entretien communautaire (F3);
- La fiche d'interview des groupes de richesses (F4).

Echantillonnage

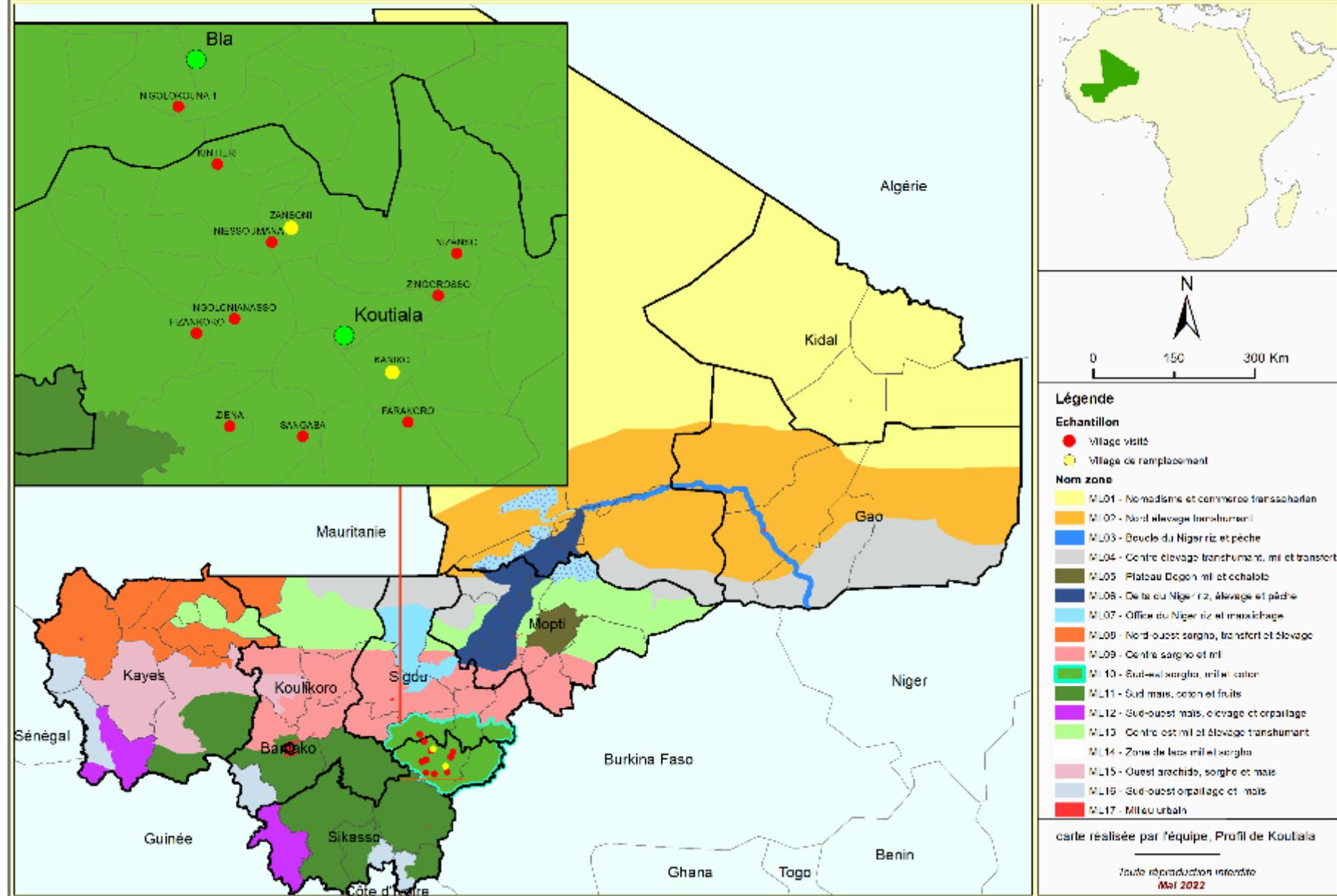
- Un **Echantillon de 10 villages** a été tiré (choisi) suivant les critères ci après:
- Typique à la ZME** (Culture du coton, sorgho et mil) pouvant refléter les réalités socio-économiques de l'ensemble de la zone,
- Accessibilité physique,
- Ne se trouvant pas actuellement dans une situation particulière** par rapport au reste,
- Respect de la répartition spatiale** des sites par rapport à la zone.

1.4. Présentation de la ZME

- ❑ La zone de moyens d'existence **ML10, dite « Sud-est Sorgho, mil et coton », est située au sud-est du pays sur le « Plateau de Koutiala »**, vieux bassin cotonnier du Mali. Elle couvre les cercles de Koutiala, Yorosso et le sud des cercles de Bla, San et Tominian. La population est essentiellement de Minianka et de Bobo qui ont développé de solides expériences dans la culture du coton, mais aussi des cultures vivrières (sorgho, maïs).
- ❑ Le climat est de type soudanais avec des **précipitations importantes oscillant entre 900 et 1 000 mm par an**. **Les principales activités dans cette zone agropastorale sont l'agriculture, l'élevage et la cueillette**. Le coton qui constitue la principale culture rente est encadré par la CMDT dont les actions portent sur la vulgarisation, la formation, le crédit agricole, la commercialisation et l'organisation du monde rural.
- ❑ **51% des ménages sont des très pauvres (19%) et des pauvres et (32%). Les ménages moyens et nantis qui représentent respectivement 33% et 16%** détiennent près des $\frac{3}{4}$ des terres cultivables et plus de 80% du cheptel. Ils sont largement excédentaires en termes de productions agricoles ; autrement dit, la propre récolte couvre et de loin, les besoins énergétiques des 12 mois de l'année de consommation. Pour les pauvres, cette couverture peut atteindre 9 mois et pour les très pauvres environ 5 mois.

Présentation

REPUBLIQUE DU MALI : Carte des zones de moyens d'existence

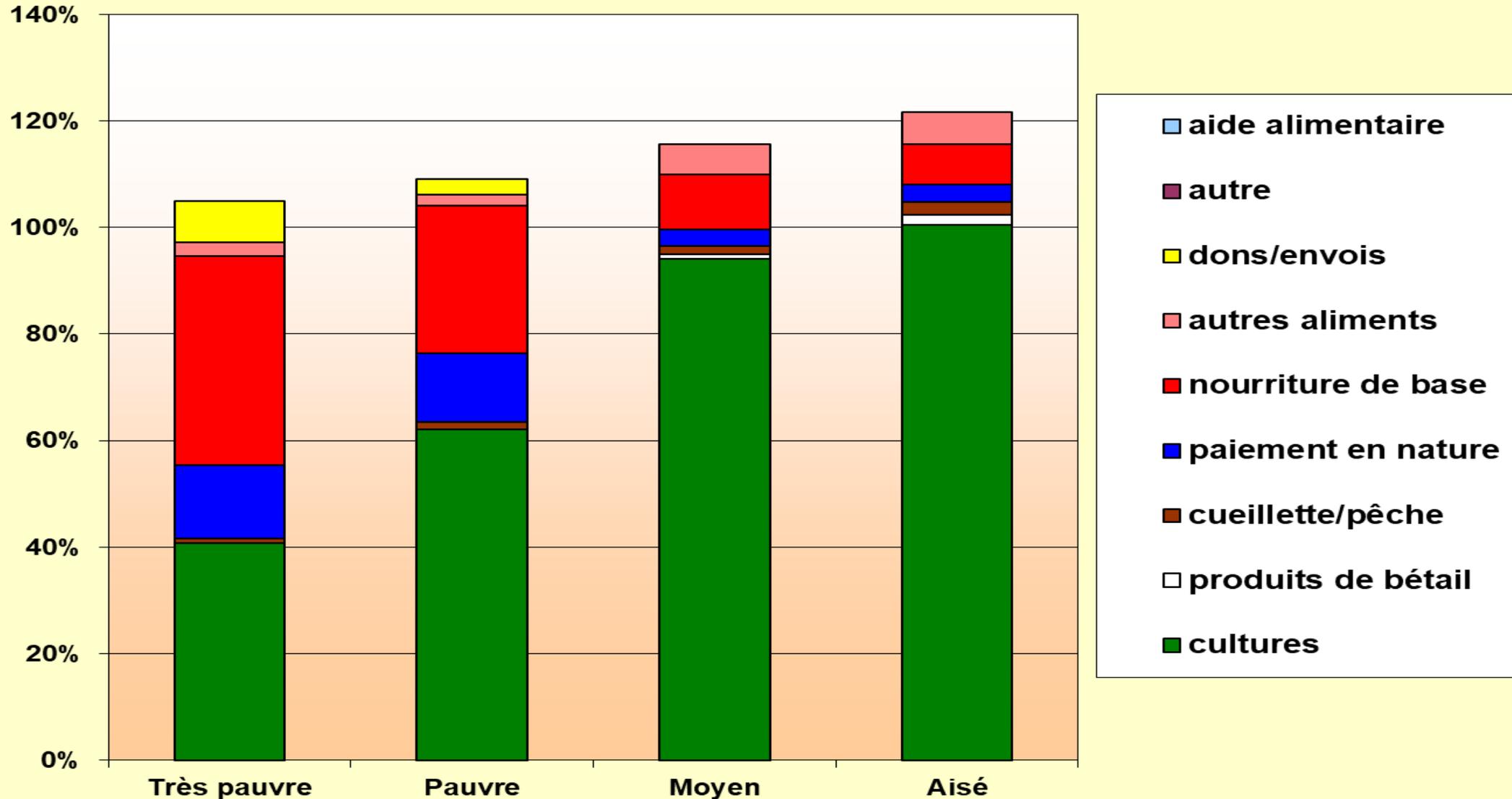


RESULTATS PRELIMINAIRES

Caractérisation des groupes socio-économiques

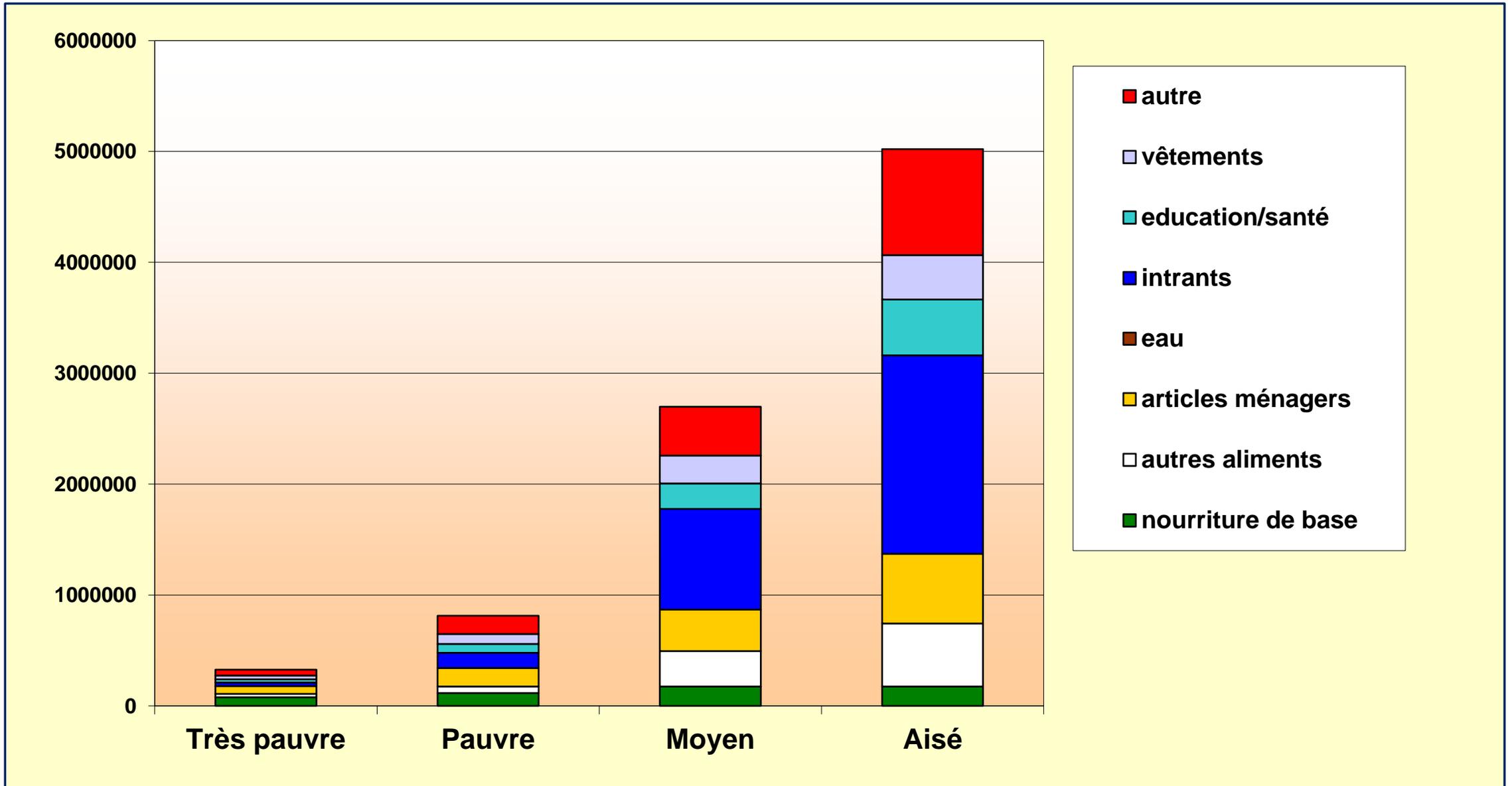
| | Proportion relative (%) des ménages | Taille de ménage | Surface cultivée (Ha) | Bétail | Autres biens |
|---------------------|--|------------------|-----------------------|--|---|
| Très pauvres |  19 % | 6 | 3/0,5 | 03 caprin et quelques volaille (05) | - |
| Pauvres |  32 % | 12 | 7/1 | Caprins (04), Ovins (03), Bovins (0), Ane (01) | Charrue (1), Charrette (0), Vélo (1), Moto (0) |
| Moyens |  33 % | 22 | 15/4 | Bovins (10), Caprins (12), Ovins (10), Anes (02) | Charrue (2), Charrette (1), Vélo (2), Moto (2), Pulvérisateur (1) |
| Nantis |  16 % | 30 | 25/10 | Bovins (40), Caprins (25), Ovins (20), Anes (04) | Charrue (4), Charrette (2), Moto (4), Pulvérisateur (2) |
| | 0 20 40 | | | | |

Source de Nourriture



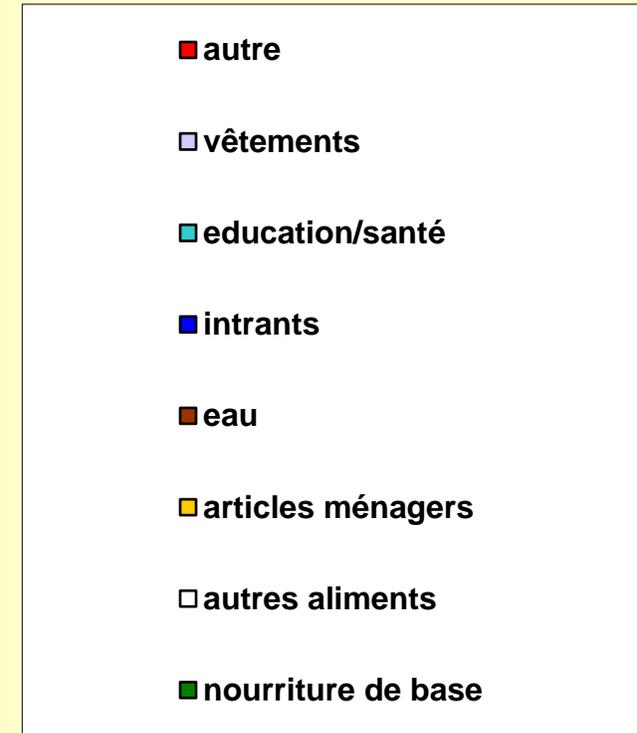
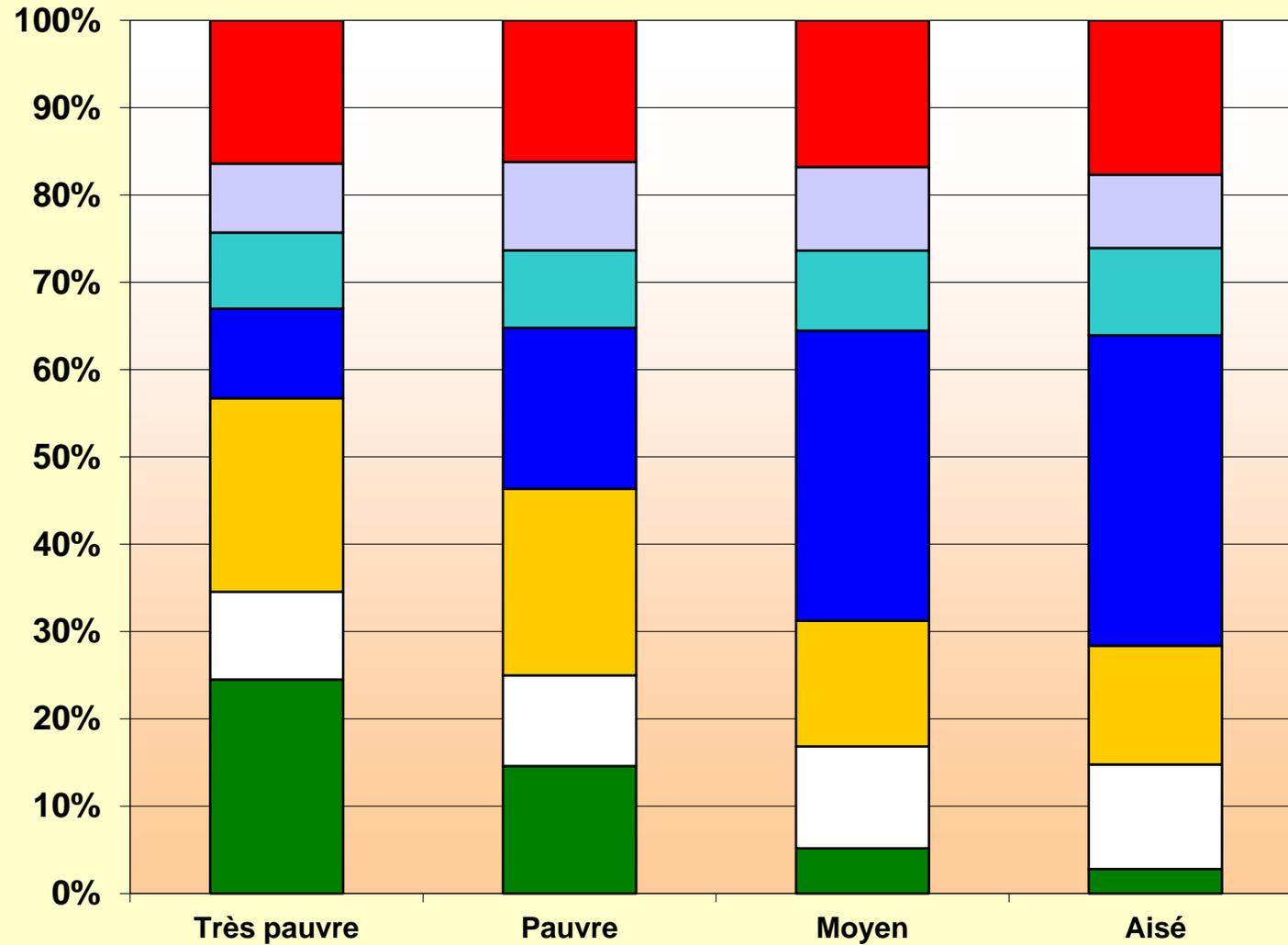
Schémas des dépenses

Valeur absolue



Schémas des dépenses

Valeur relative



Risques et chocs

| Domaines | Risques |
|----------------|--|
| Agriculture | <ol style="list-style-type: none">1. Irrégularité pluviométrie (insuffisance et mauvaise répartition installation tardive et arrêt précoce) ;2. Ennemies des cultures (chenilles légionnaires, sauteriaux) ;3. Changement climatique (vent violent, dégradation des sols...)4. Divagation des animaux et destruction des cultures ;5. Faible équipement des producteurs surtout les plus pauvres ;6. Insuffisance de semences améliorées pour les céréales. |
| Elevage | <ol style="list-style-type: none">1. Epizootie (dermatose, péripneumonie contagieuse, peste des petits ruminants et maladie de Newcastle) ;2. Insuffisance d'infrastructures de traitement et de conditionnement des produits d'élevage ;3. Faible disponibilité des compléments alimentaires pour le bétail en début d'hivernage. |
| Environnement | <ol style="list-style-type: none">1. Déforestation dû à l'extension des champs ;2. Dégradation des sols;3. Les vents violents. |
| Santé | <ol style="list-style-type: none">1. Recrudescence des cas de paludisme pendant l'hivernage |
| Socio-économie | <ol style="list-style-type: none">1. Insuffisance des quantités d'intrants (engrais) subventionnés voire suppression de la subvention comme lors de la campagne agricole 2020-2021;2. Prix élevés des intrants sur les marchés ;3. Mévente des récoltes pendant la période des récoltes à l'inverse hausse des prix des denrées durant la période de soudure. |

Stratégies d'adaptation

| Très Pauvres | Pauvres | Moyens | Nantis |
|---|---------|--|--------|
| Réduire les achat de thé de 50% | | Réduire l'achat de the de 25% | |
| Réduire les achats d'habillement de 50% à 75% | | Réduire les frais liés à l'habillement de 50% | |
| Réduire les dépenses liées à la communication et au transport de 75% à 50% | | Réduire les dépenses liées aux frais de transport et de communication de 50% | |
| Intensification du travail occasionnel de 100% | | Réduction des engagements auprès de la communauté de 50% à 75% | |
| Intensification de la main d'œuvre agricole de 100% | | Intensification de la vente de la volaille de 100% | |
| Intensification de la cueillette de karité ,nééré et Zaban | | Réduire les dépenses liées aux festivités de 75% à 50% | |
| Plus départ à l'exode (vers les sites d'orpaillage et les villes de l'intérieur du pays); | | Réduire les dépenses liées aux intrants de 25% à 75% | |
| Intensification de la vente de la volaille de 100% | | Intensifier la vente de bétail de 50% à 100% | |
| | | Départ à l'exode (orpaillage) | |
| | | | |

Recommandations

Au terme de cette étude, l'équipe a formulé quelques recommandations, il s'agit de :

- Assurer la fourniture en intrants (engrais) avec augmentation des quantités subventionnées par l'Etat ;
- Aménager des périmètres maraichers particulièrement pour les groupements de femmes et les jeunes ;
- Promouvoir et vulgariser les semences améliorées ;
- Améliorer l'accès au crédit d'investissement aux ménages pauvres, ce qui leur permettrait de diversifier leurs moyens d'existence ;
- Appuyer les femmes pour une meilleure organisation et développement des activités économiques plus rentables (AGR) ;
- Former les producteurs en techniques de conservation des produits locaux ;
- Poursuivre la lutte contre les maladies comme le paludisme à travers des campagnes de sensibilisation, de chimio-prévention et de distribution des moustiquaires imprégnées ;
- Vulgariser davantage les arbres fruitiers (anacarde, karité, néré) ainsi que les cultures émergentes (sésame, soja, ...);
- Poursuivre la sensibilisation pour lutter contre la malnutrition en incitant les populations à diversifier les aliments et à mieux observer les pratiques d'hygiène.



**Merci pour votre
Attention**



1.2. Outils de mesure de la résilience AMR & RIMA (*FAO/ CILSS*)



**Résultats des analyse de la résilience à
l'insécurité alimentaire à l'aide des outils
RIMA et AMR au MALI**

PLAN

I.CONTEXTE

II.METHODOLOGIE

III.PRESENTATION DE AMR

IV.PRESENTATION DE RIMA

V. PRESENTATION DES VARIABLES CHOISIES

I. CONTEXTE

- Le CILSS et la FAO ont, dans leurs efforts synergiques pour lutter contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, créé une Plateforme de Mesure de la Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PTMR-SAO) en 2016.
- La Plateforme est une initiative multipartite ayant comme ambition de renforcer les capacités de mesure de la résilience de la région à travers la mise à disposition d'un outil consensuel de mesure de la résilience.

I. CONTEXTE

Cette plateforme a permis l'élaboration d'un outil consensuel d'Analyse et de Mesure de la Résilience (AMR) au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Cet outil qui est en phase de test et de formation est appelé à servir de comparaison à l'échelle internationale en ce qui concerne tous les efforts pour le renforcement de la résilience des populations.

L'AMR a été mis en place pour être un outil propre du CILSS adapté au contexte et à l'environnement des pays de la zone CILSS-CEDEAO. Il doit servir d'outil pour informer les gouvernements sur la situation de la résilience des populations et sur les facteurs qui contribuent à la résilience des ménages.

I. CONTEXTE

C'est ainsi, des exercices d'analyse de la résilience avec les outils RIMA et AMR ont été lancés dans quatre (4) pays de la région. Il s'agit du Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Dans chaque pays, ces exercices devraient être menés par un consultant national avec l'appui d'une équipe technique constituée des statisticiens de structures nationales œuvrant dans le domaine d'analyse et la mesure de la résilience au niveau national

Cette étude est également supervisée par une équipe composée d'experts du Centre Régional AGRHYMET et de la FAO

II. METHODOLOGIE

- Dans le cadre de cette étude, la démarche méthodologique adoptée par les consultants pays étaient celle arrêtée d'un commun accord avec la FAO et le CRA.
- Toutes les activités entreprises ont été supervisés par les représentant de la FAO et du CRA à travers des conférences en ligne (réunion hebdomadaire).
- Au niveau des pays, les consultants devraient travailler en étroite collaboration avec les structures nationales en charge des questions de la résilience des ménages, à chaque de l'analyse.

**Comité Inter-Etats de
Lutte contre la
Sècheresse au Sahel
(CILSS-CCR-AOS)**

**Food and Agriculture
Organization of the
United Nations (FAO)**

**Groupe de Coordination
Technique
—
Consultant Régional**

**Comité National RIMA-
AMR
—
Consultant National
(Niger)**

**Comité National RIMA-
AMR
—
Consultant National
(Sénégal)**

**Comité National RIMA-
AMR
—
Consultant National
(Burkina Faso)**

**Comité National RIMA-
AMR
—
Consultant National
(Mali)**

Les étapes

Source des données: Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN SEPT-2021)

Traitement des données: Choix des variables , recodification, traitement des valeurs manquantes, calcul des indicateurs

Estimation des piliers (RIMA) et des capacités (AMR)

Estimation des indices de capacité de resilience (RCI et RI) et production du rapport d'analyse

III. PRESENTATION DE L'OUTIL AMR

L'approche AMR est une analyse qui se repose principalement sur trois capacités qui sont construites à travers une analyse factorielle grâce au principe de parcimonie.

Ce principe de parcimonie est une « règle » consistant à limiter soit le nombre de paramètres, soit le nombre de variables, à prendre en compte dans la spécification d'une représentation statistique associée à un phénomène donné.

III. PRESENTATION DE L'OUTIL AMR

- L'approche AMR considère la résilience comme une variable latente. L'indice de résilience est donc obtenu par estimation d'un modèle de la classe des équations structurelles (SEM) à variables latentes analysées pour spécifier, estimer, confirmer et évaluer des phénomènes.
- Dans la construction des différentes capacités de résilience avec AMR, plusieurs indicateurs et indices sont composites et sont calculés à partir de plusieurs autres variables contenues dans la base des données à travers des analyses factorielles (ACP, AFCM) ou des recodifications.

III. PRESENTATION DE L'OUTIL AMR

CAPACITES DE RESILIENCE

**Capacité
d'absorption**

Aptitude d'un ménage d'atténuer les effets des chocs sur ses moyens de subsistance et ses besoins fondamentaux

**Capacité
d'adaptation**

Aptitude d'un ménage de s'adapter aux impacts des chocs et stress, d'atténuer les dommages potentiels et de tirer parti des opportunités pouvant émerger du changement

**Capacité de
transformation**

Aptitude d'un ménage de parvenir à un nouvel état grâce à une combinaison d'innovations technologiques, de réformes institutionnelles, de changements culturels et de comportement, entre autres

R

III. PRESENTATION DE L'OUTIL AMR

| Capacité | Définition |
|---|---|
| Capacité d'absorption – CAB | L'aptitude d'un ménage d'atténuer les effets des chocs sur ses moyens de subsistance et ses besoins fondamentaux. |
| Capacité d'adaptation – CAD | L'aptitude d'un ménage de s'adapter aux impacts des chocs et stress, d'atténuer les dommages potentiels et de tirer parti des opportunités pouvant émerger du changement. |
| Capacité de transformation - CTR | L'aptitude d'un ménage de parvenir à un nouvel état grâce à une combinaison d'innovations technologiques, de réformes institutionnelles, de changements culturels et de comportement, entre autres. |

III. PRESENTATION DE L'OUTIL AMR

Construction de la capacité d'absorption

Les variables à utiliser pour le calcul de cette capacité sont les suivantes

- Indice de richesse du ménage
- Indice de richesse agricole du ménage
- Unité de bétail tropicale (UBT)
- Part des dépenses alimentaires (PDAM)
- Ratio d'indépendance ou ratio des actifs
- Revenu Agricole du ménage
- Superficie agricole du ménage
- Stock alimentaire total du ménage.

III. PRESENTATION DE L'OUTIL AMR

Construction de la capacité d'adaptation

Les variables à utiliser pour le calcul de cette capacité sont les suivantes

- Indice de transfert du ménage
- Bourse de sécurité familiale (BSF)
- Couverture maladie universelle (CMU)
- Niveau d'instruction du chef de ménage
- Indice de diversification des cultures
- Indice de stratégie d'adaptation pour les moyens d'existence (LCSI)
- Indice de diversification des activités génératrices de revenu.

III. PRESENTATION DE L'OUTIL AMR

Construction de la capacité de transformation

Les variables à utiliser pour le calcul de cette capacité sont les suivantes

- Indice de bonne pratique d'hygiène et d'assainissement (IBPHA)
- Appartenance association
- Accès à l'eau potable
- Utilisation de toilettes améliorées
- Accès à l'électricité
- Source d'énergie de cuisson
- Type de revêtement du toit de l'habitat du ménage
- Composition du sol de l'habitat du ménage
- Type d'habitat du ménage

IV. PRESENTATION DE L'OUTIL RIMA

- RIMA-II a été élaborés sur la base de la définition suivante de la résilience : « La capacité qui garantit que les facteurs de stress et les chocs n'ont pas de conséquences négatives à long terme sur le développement ».
- Il est difficile de mesurer la résilience, car elle est multidimensionnelle et ne peut pas être observée ou quantifiée directement.
- La méthodologie RIMA-II de la FAO estime la résilience sur la base d'une série de piliers qui sont ensuite agrégés au moyen de modèles MIMIC à variables latentes (FAO, 2016).

IV. PRESENTATION DE L'OUTIL RIMA

- L'outil méthodologique considère quatre (4) piliers. Les chocs et les indicateurs sociodémographiques ne sont pas inclus dans le modèle d'estimation, mais ils sont adoptés en tant que variables de régression (chocs) et de profilage des ménages (FAO, 2016)
- Les quatre piliers sont ainsi construits à partir des indicateurs et indices dont d'autres sont déjà contenues dans la base des données et d'autres, construits à partir des analyses factorielles

IV. PRESENTATION DE L'OUTIL RIMA



IV. PRESENTATION DE L'OUTIL RIMA

| Piliers de la résilience | Définition |
|--|---|
| Capacité d'adaptation – AC (Adaptive Capacity) | La capacité d'adaptation est la capacité d'un ménage à s'adapter à une nouvelle situation et à élaborer de nouvelles stratégies de subsistance. |
| Filets de protection sociale – SSN (Social Safety Nets) | Le pilier Filets de protection sociale mesure la capacité des ménages à obtenir une aide de parents, d'amis ou du gouvernement, et à accéder à une assistance rapide et fiable fournie par des organisations internationales, des institutions caritatives et des ONG. |
| Actifs –AST (Assets) | Ce pilier comprend les actifs productifs et non productifs. Les actifs productifs sont les principaux éléments qui permettent aux ménages d'assurer leur subsistance, en produisant des biens consommables ou commercialisables. La terre, le bétail et les biens durables sont des exemples d'indicateurs. Des ensembles d'actifs productifs spécifiques au contexte, contribuant à déterminer la création du revenu des ménages sont évalués. D'autres actifs corporels non productifs tels que les maisons, les véhicules et les équipements ménagers reflètent les niveaux de vie et la richesse d'un ménage. |
| Accès aux services de base – ABS (Access to Basic Services) | L'accès aux services de base reflète la capacité d'un ménage à satisfaire ses besoins essentiels et à accéder et utiliser efficacement les services de base, tels que l'accès à l'école, aux installations sanitaires, aux infrastructures et aux marchés. |

IV. PRESENTATION DE L'OUTIL RIMA

Construction du pilier Accès aux services de base (ABS)

- Accès à une source d'eau améliorée ;
- Accès à un type de toilettes améliorées ;
- Accès à l'électricité ;
- Distance (en minutes) aux principaux services.

Construction du pilier des actifs (AST)

- Actifs productifs (Indice de richesse agricole) ;
- Actifs non-productifs (Indice de richesse) ;
- Terres possédées ;
- Unité de bétail tropical (TLU) ;
- Cultures récoltées.

IV. PRESENTATION DE L'OUTIL RIMA

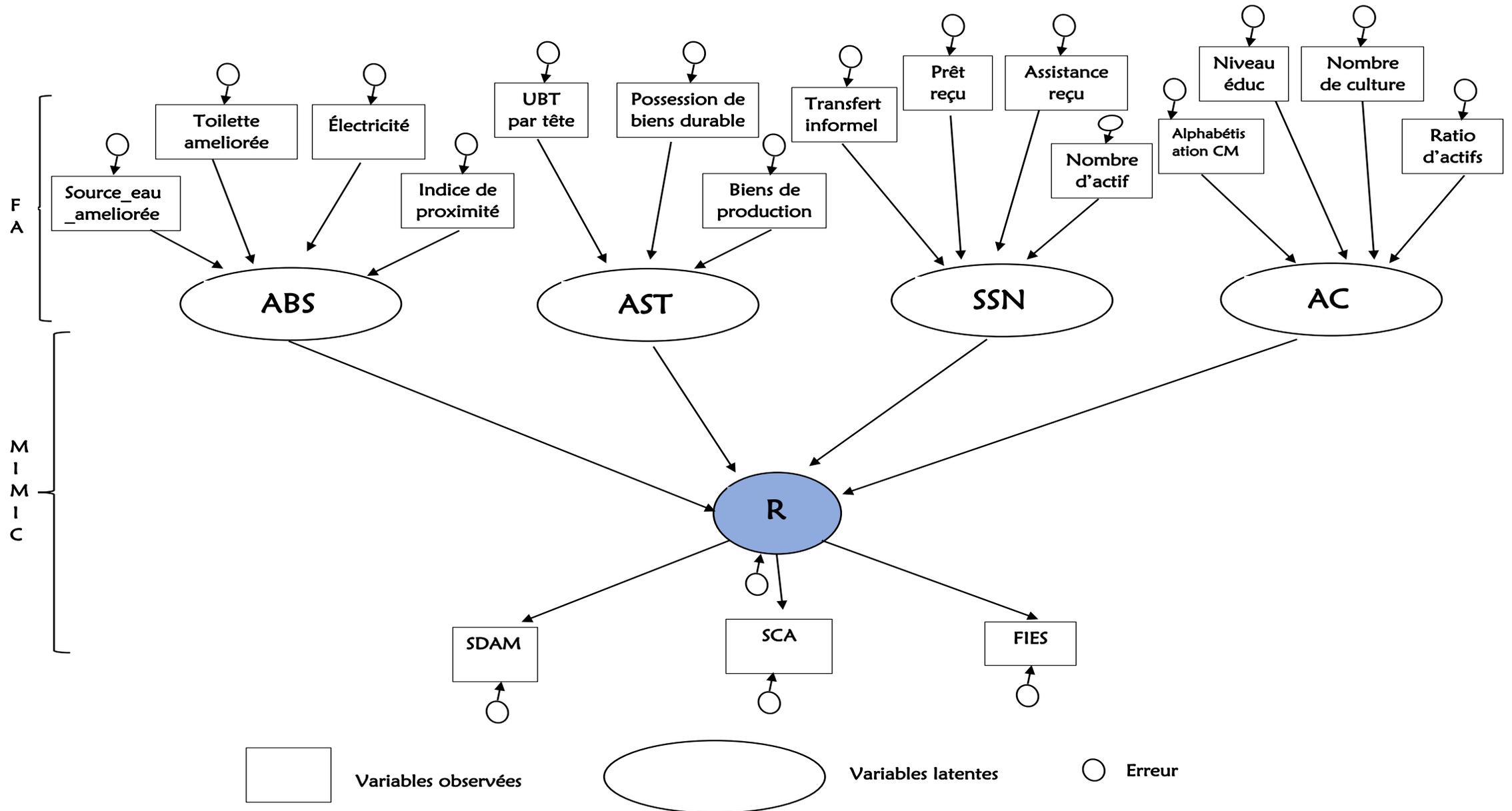
Construction du pilier Filets de sécurité sociale (SSN)

- Accès au crédit ;
- Transferts formels ;
- Transferts informels ;
- Participation à des associations ;
- Nombre de proches.

Construction du pilier Capacité d'adaptation (AC)

- Education des membres du ménage ;
- Nombre de sources de revenus (diversification des sources de revenus) ;
- Nombre de cultures produites (indice de diversification des cultures).

IV. PRESENTATION DE L'OUTIL RIMA



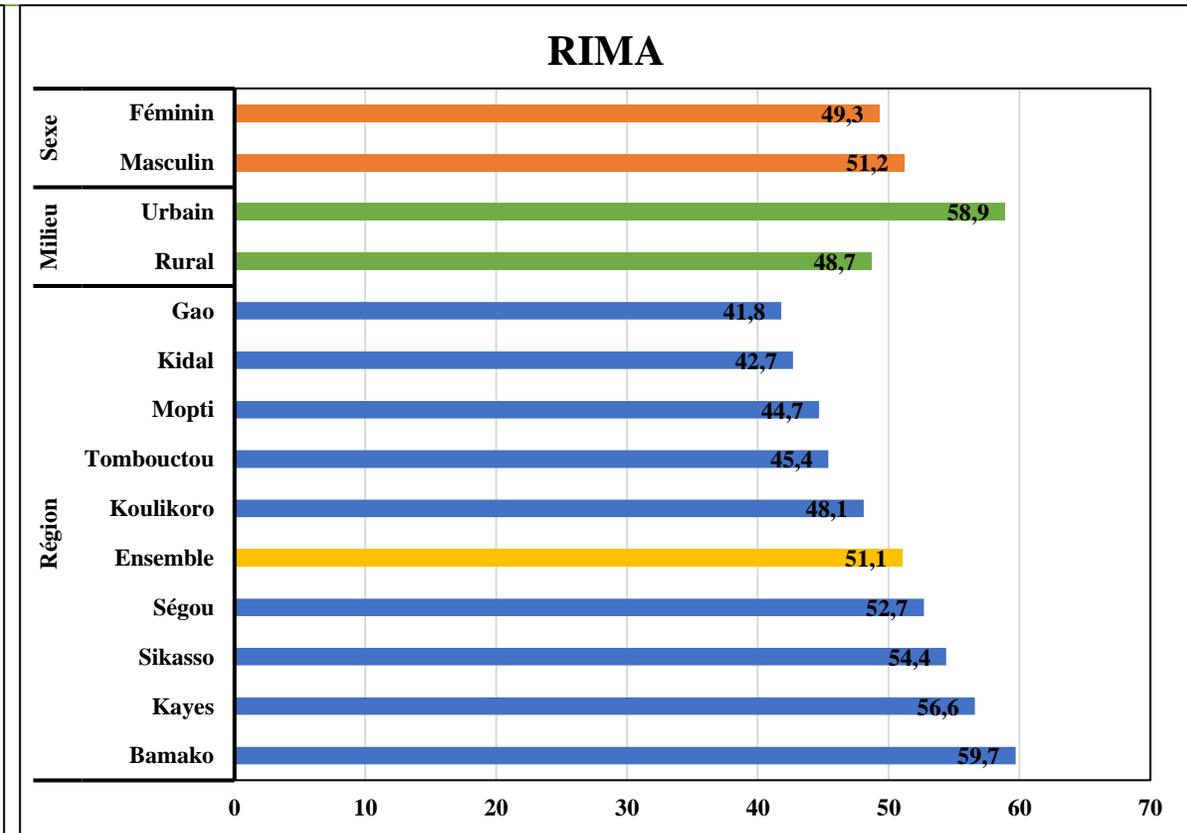
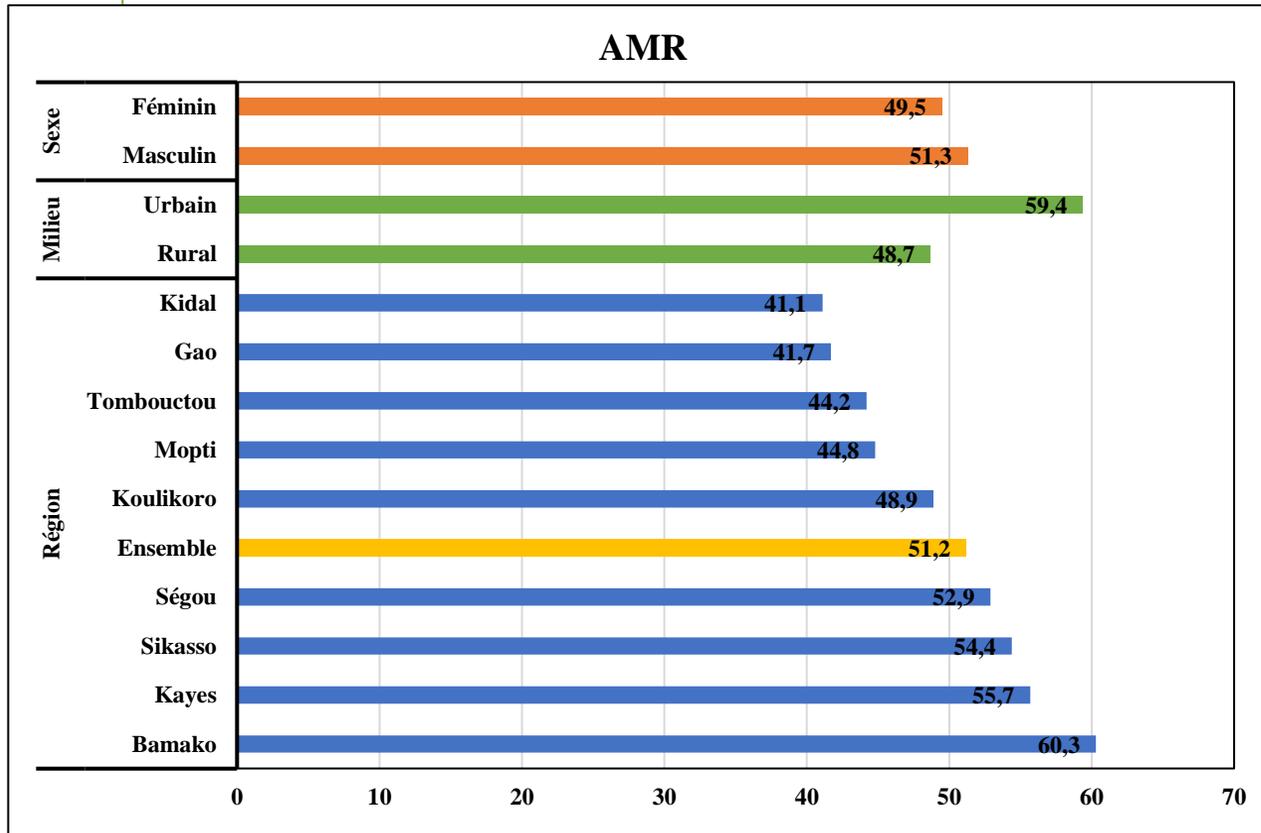


Synthèse des résultats

Niveau de résilience des ménages

Quel que soit l'indicateur utilisé (AMR ou RIMA), les analyses montrent :

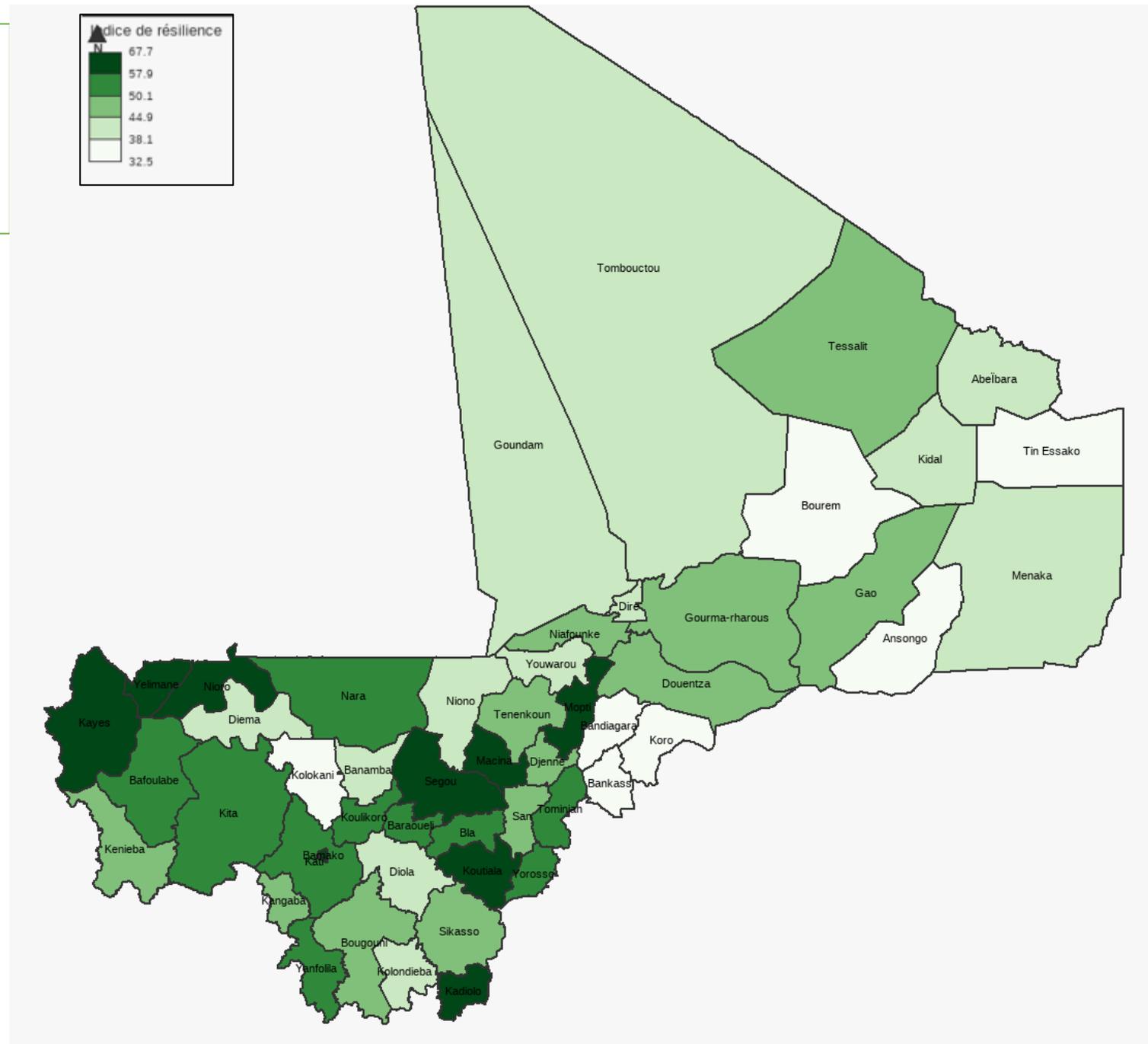
- ❖ des ménages du milieu urbain plus résilients que ceux du milieu rural ;
- ❖ des ménages dirigés par un homme plus résilients que ceux dirigés par une femme ;



Les valeurs n'ont pas de signification particulière, elles servent juste à établir un classement entre unités

Carte de la résilience selon AMR

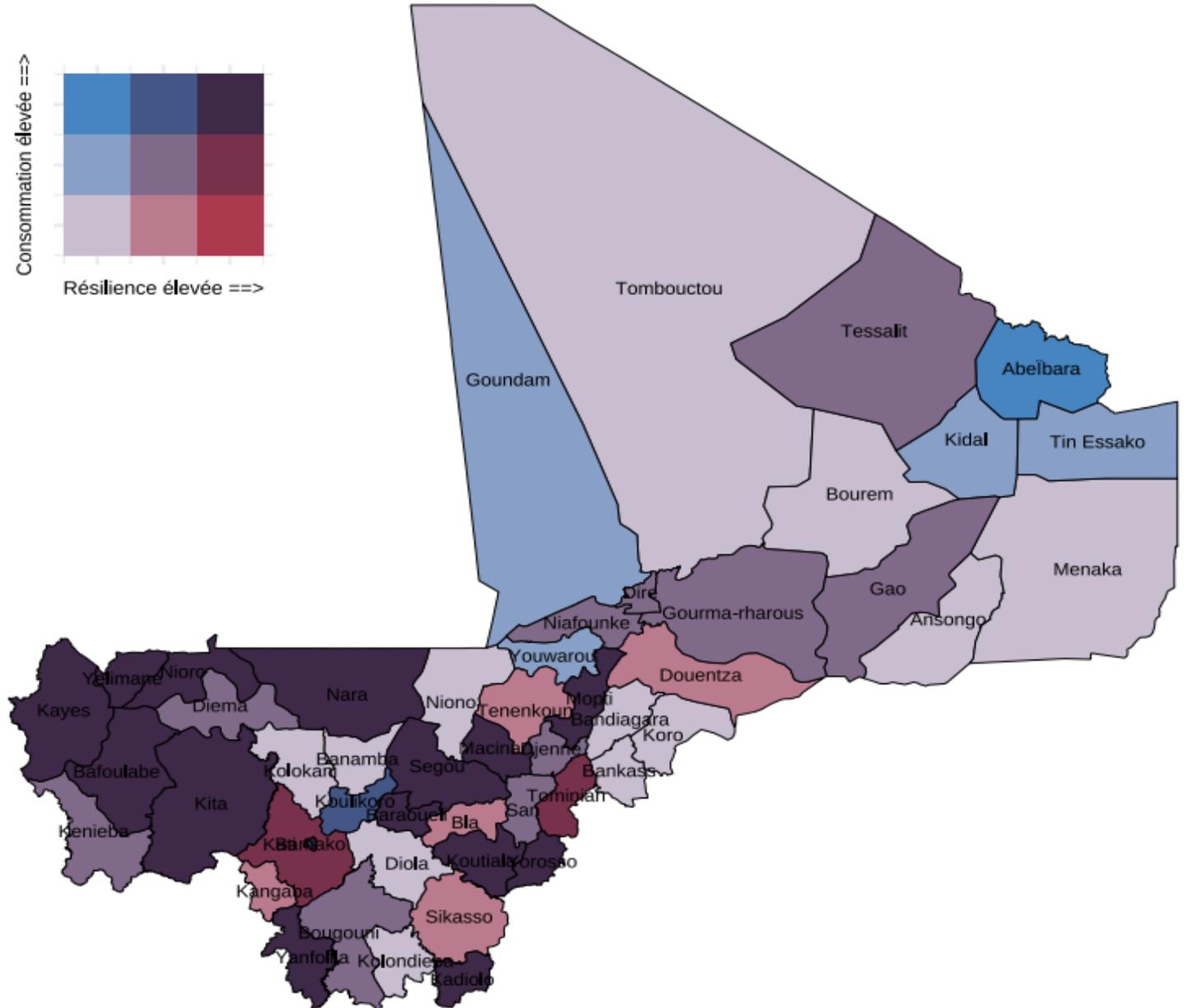
**Les cercles de Kolokani
(région de Koulikoro),
Bandiagara, Bankass, Koro
(Mopti), Ansongo et Bourem
(Gao), Tin-Essako (Kidal) sont
les moins résilients**



Résilience selon AMR et SCA

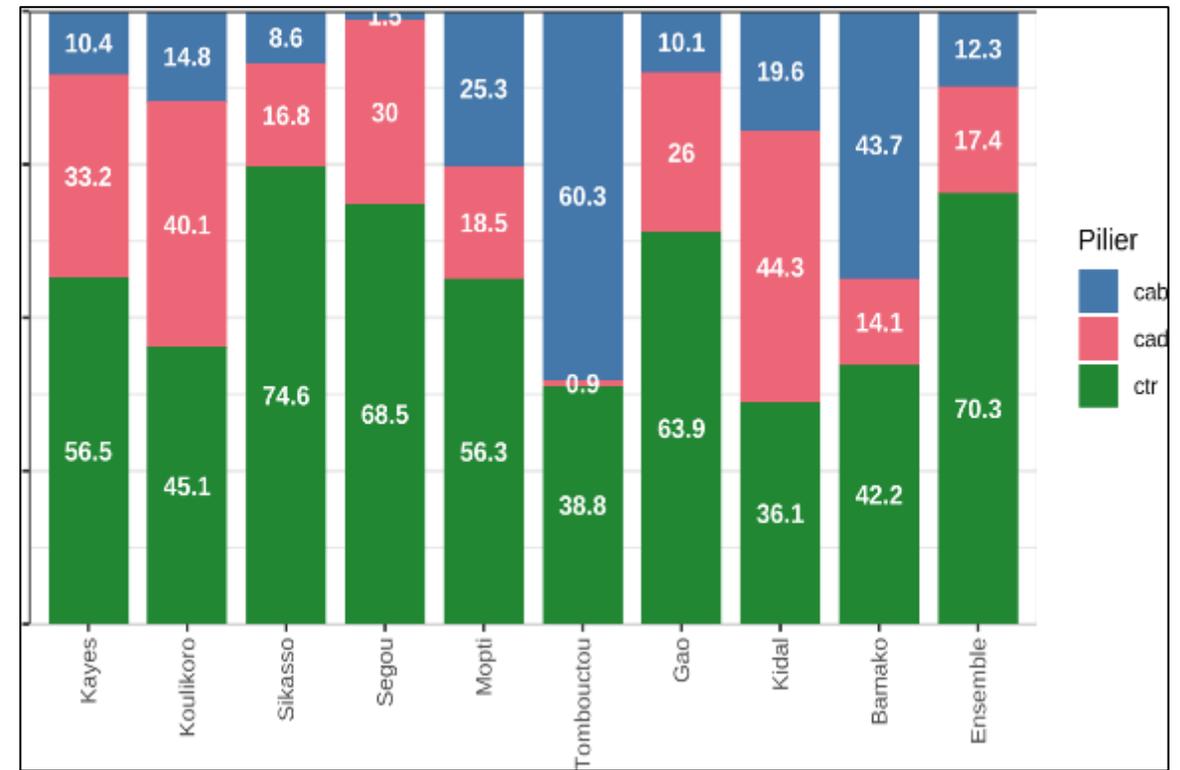
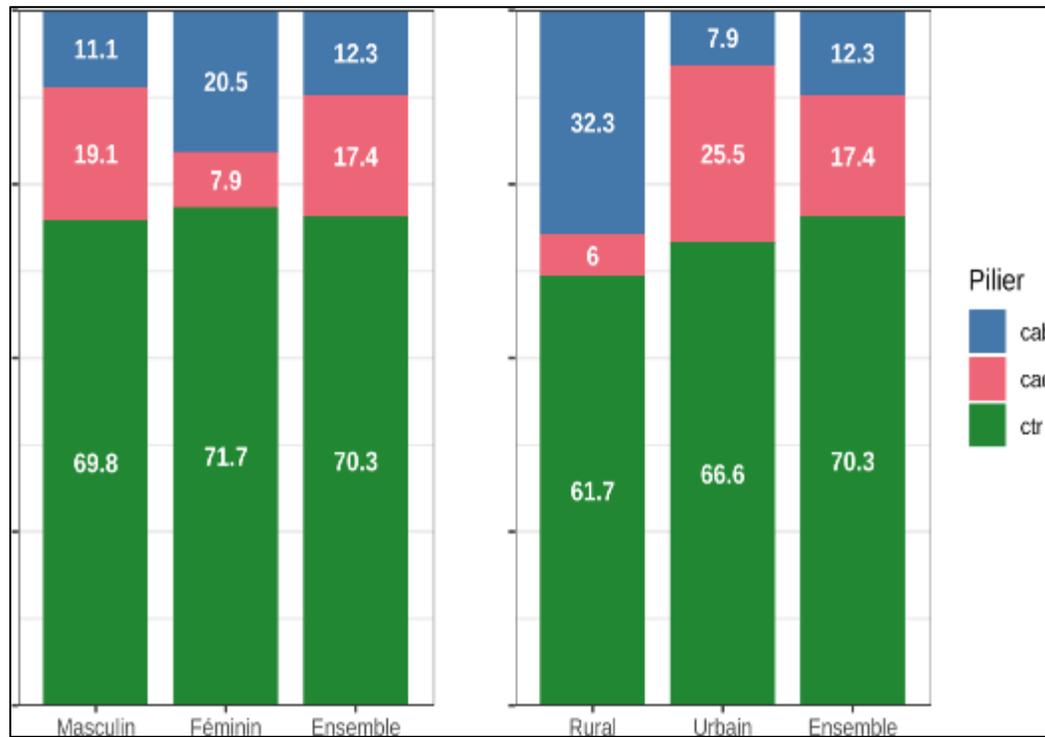
9 cercles ont des niveaux faibles à la fois pour la consommation alimentaire et l'indice de résilience

RI en fonction du SCA



Structure de la résilience selon AMR

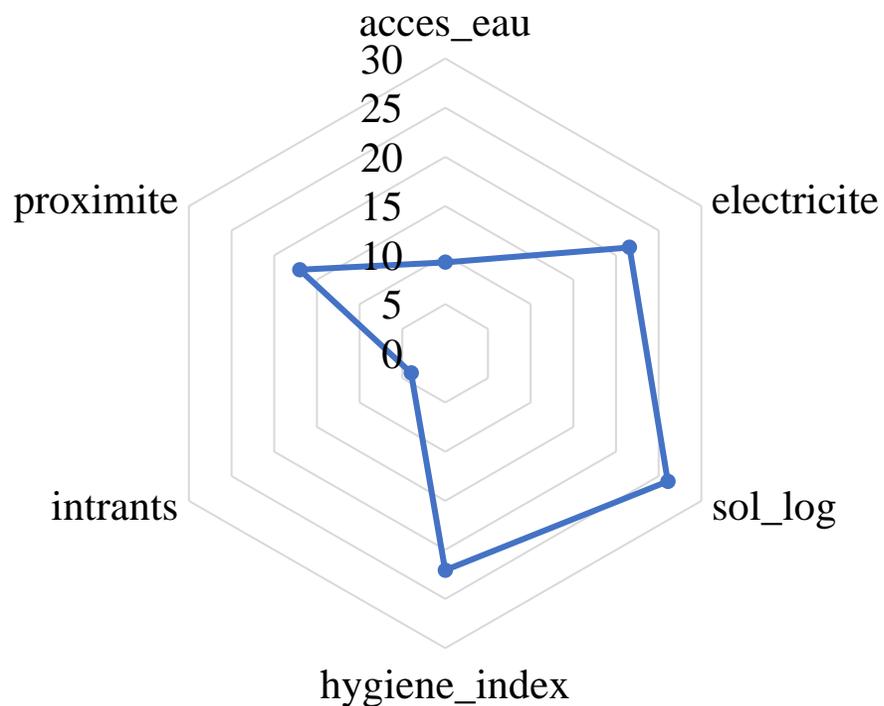
Capacité de transformation des ménages : plus de 70% de contribution ;
Capacité d'absorption : une contribution plus élevée en milieu rural et dans les ménages dirigés par une femme



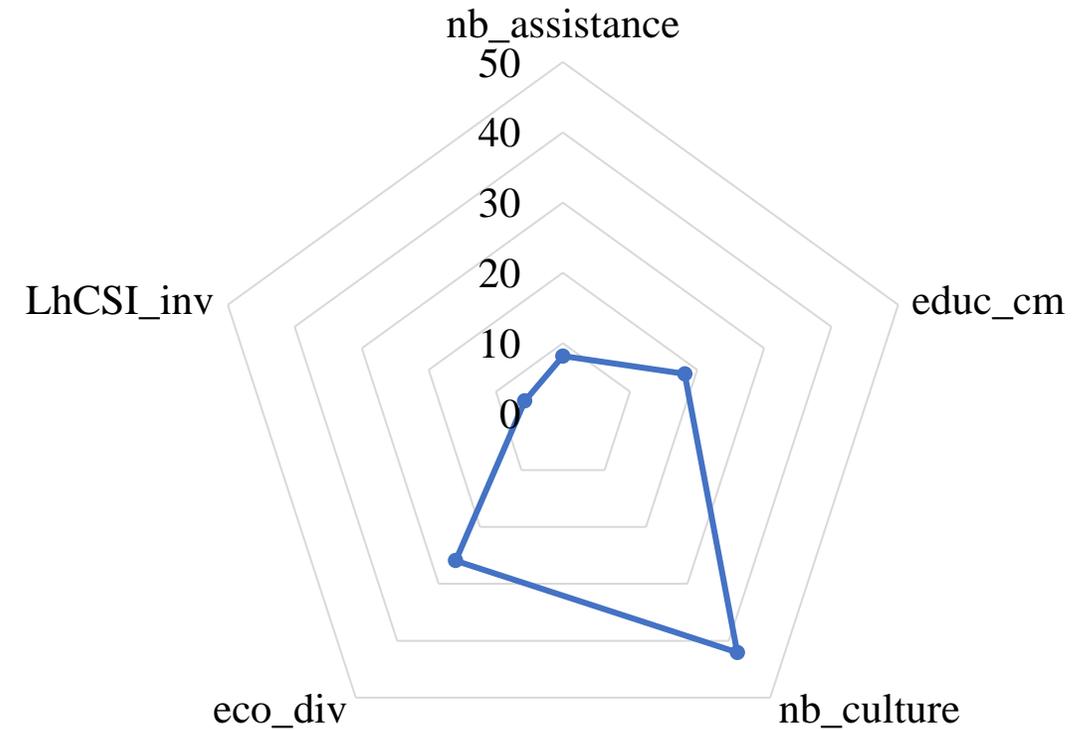
Structure de la résilience selon AMR

Contribution des variables aux capacités

Capacité de transformation

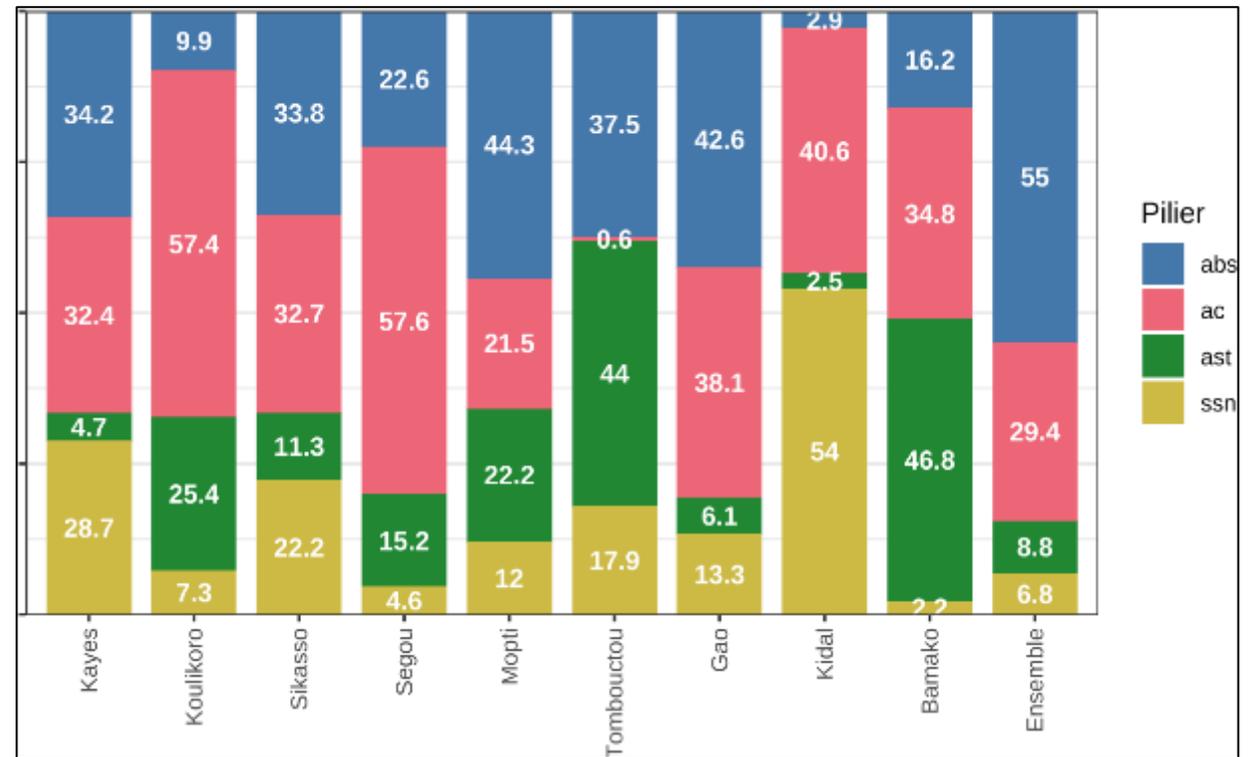
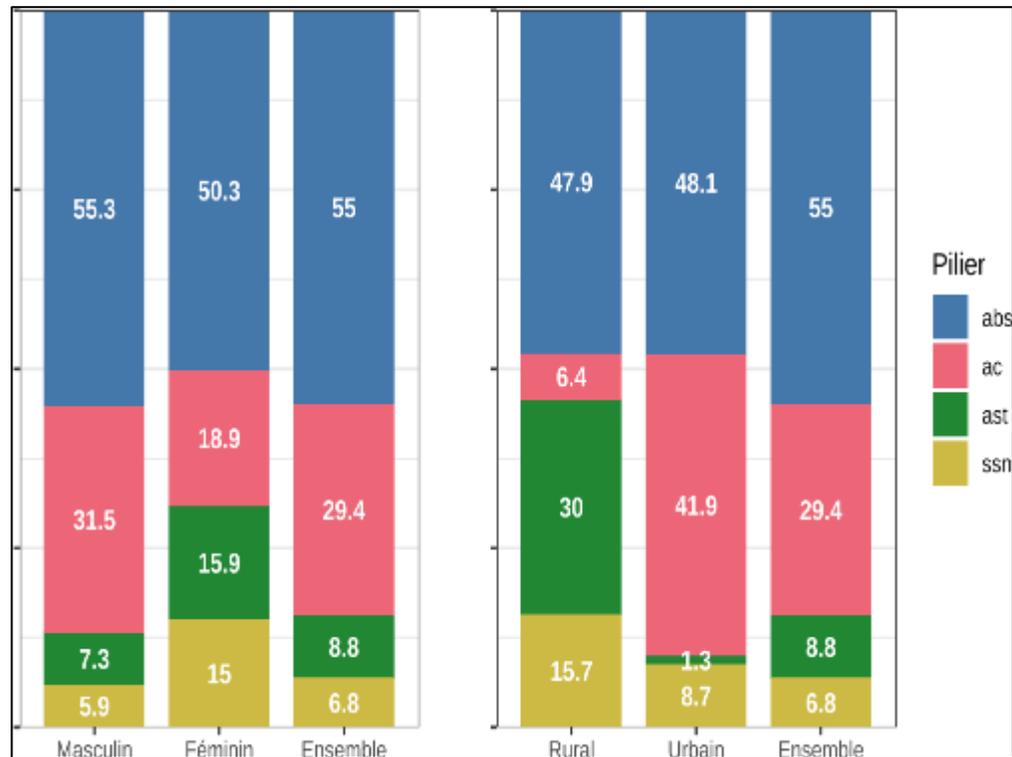


Capacité d'absorption



Structure de la résilience selon RIMA

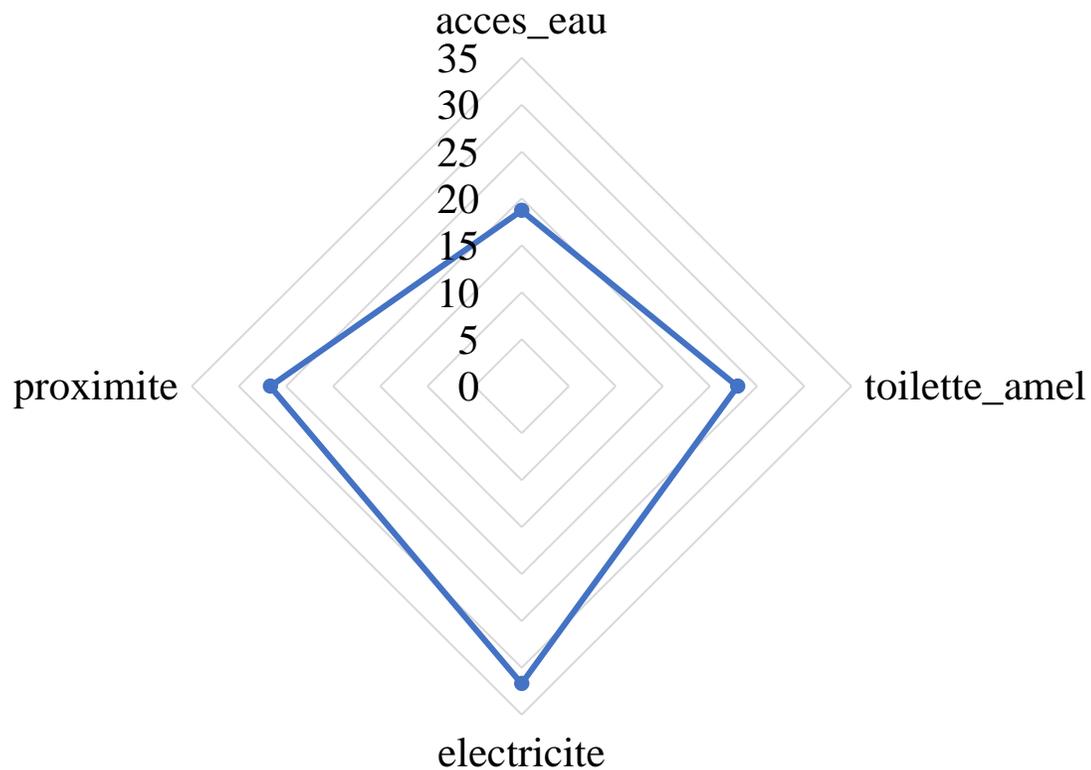
Accès aux services sociaux de base : plus de 50% de contribution ;
Les actifs : une contribution plus élevée en milieu rural et dans les ménages dirigés par une femme



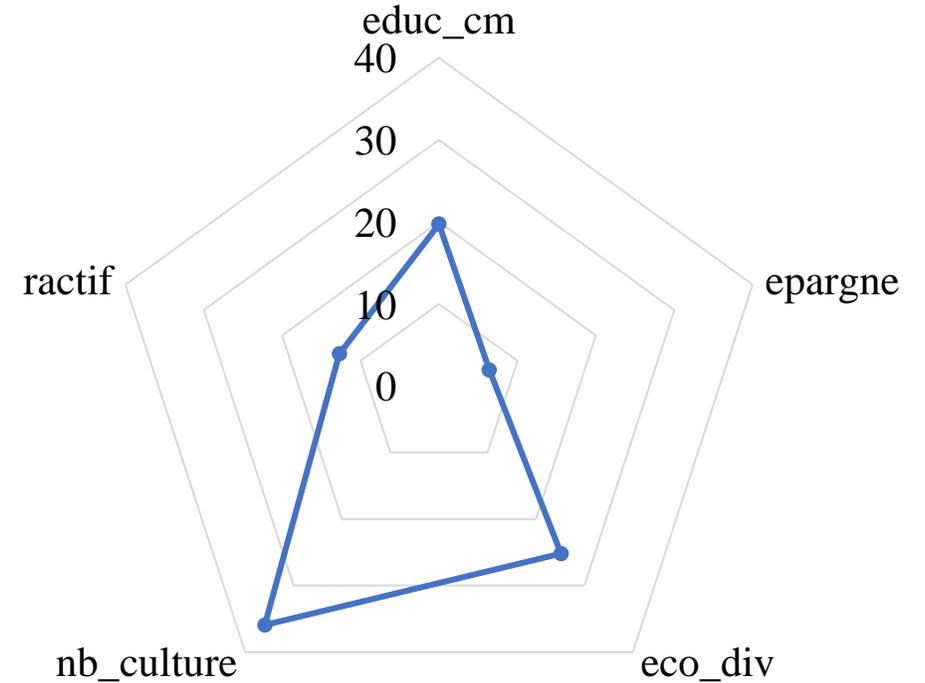
Structure de la résilience selon AMR

Contribution des variables aux piliers

Accès aux services sociaux de base



Capacité d'adaptation





**Présentation succincte des résultats de
comparaison des deux outils AMR et RIMA**

Une corrélation très forte entre les deux indices

| Région | Effectif | RCI (FAO) | | RI (CILSS) | | Diff | Corrélation de Spearman | |
|------------|----------|-----------|------|------------|------|------|-------------------------|---------|
| | | RCI | Rang | RI | Rang | | coeff_cor | p.value |
| Kayes | 1 639 | 56,7 | 8 | 55,7 | 8 | 0 | 0,967 | 0,000 |
| Koulikoro | 1 703 | 47,9 | 5 | 48,9 | 5 | 0 | | |
| Sikasso | 1 755 | 54,2 | 7 | 54,4 | 7 | 0 | | |
| Ségou | 1 746 | 52,6 | 6 | 52,9 | 6 | 0 | | |
| Mopti | 2 119 | 44,5 | 3 | 44,8 | 4 | -1 | | |
| Tombouctou | 2 174 | 45,1 | 4 | 44,2 | 3 | 1 | | |
| Gao | 1 963 | 41,6 | 1 | 41,7 | 2 | -1 | | |
| Kidal | 1 209 | 42,8 | 2 | 41,1 | 1 | 1 | | |
| Bamako | 1 956 | 59,6 | 9 | 60,3 | 9 | 0 | | |

Effets similaires des chocs sur les indices de résilience RIMA et AMR avec quasiment la même magnitude

Résultats de l'estimation des paramètres du modèle MANOVA

| | RCI | RI |
|---|------------|-----------|
| (Intercept) | 59,1 *** | 59,4 *** |
| Choc économique (Non) | 1,9 *** | 1,8 *** |
| Choc sécuritaire (Non) | -1,7 | -2,2 |
| Choc climatique (Non) | 7,5 *** | 7,9 *** |
| Milieu de résidence (Rural) | -4,4 * | -5,1 ** |
| Education (Aucun niveau) | -16 *** | -15,5 *** |
| Education (Instruction coranique) | -12,4 *** | -12,6 *** |
| Education (fondamentale 1^{er} cycle) | -11 *** | -10,8 *** |
| Education (fondamentale 2e cycle) | -9,1 *** | -9,3 *** |
| Education (Secondaire) | -6,6 *** | -6,6 *** |
| Sexe (Masculin) | 2 *** | 2 *** |
| Choc_securite0:milieu_residence(Rural) | 3,7 * | 4,3 ** |
| Choc_climat0: milieu_residence(Rural) | -6 *** | -6,5 *** |
| <i>Residual standard error</i> | 15,31 | 15,58 |
| <i>Part de variabilité expliquée (R²)</i> | 0,109 | 0,114 |
| <i>Part de variabilité expliquée (R² ajusté)</i> | 0,108 | 0,114 |

signif. codes : * p < 0.05, ** p < 0.01, *** p < 0.001

Les ménages n'ayant pas subi de chocs économiques ont des indices de résiliences (RI et RCI) plus élevés que ceux ayant connus ces chocs

Conclusion & recommandations

Les analyses ont montré que l'accès à l'électricité, la proximité aux services sociaux de base, la diversité des cultures pratiquées par le ménage, la diversification des sources de revenus et le niveau d'éducation du chef de ménage sont déterminants dans la résilience des ménages.

R E C O M M A N D A T I O N S

- Faciliter l'accès des ménages à l'électricité et aux services sociaux de base notamment dans les localités où les taux d'accès à l'électricité et à ces services sont les plus bas (milieu rural, dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal de manière général et dans les cercles de Bandiagara, Koro, Douentza, Nara, Nioro et Bafoulabé où moins de la moitié des ménages y ont accès);
- inciter davantage les ménages agricoles à diversifier les cultures pratiquées et l'ensemble des ménages à diversifier leur source de revenu ;
- promouvoir la scolarisation et l'éducation des enfants ;
- mettre en place des campagnes de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissements.



1.3. Suivi des marchés/ Evolution des prix des produits alimentaires (PAM)



Programme
Alimentaire
Mondial



Aperçu sur la situation des marchés au Mali

Novembre - Décembre 2022

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

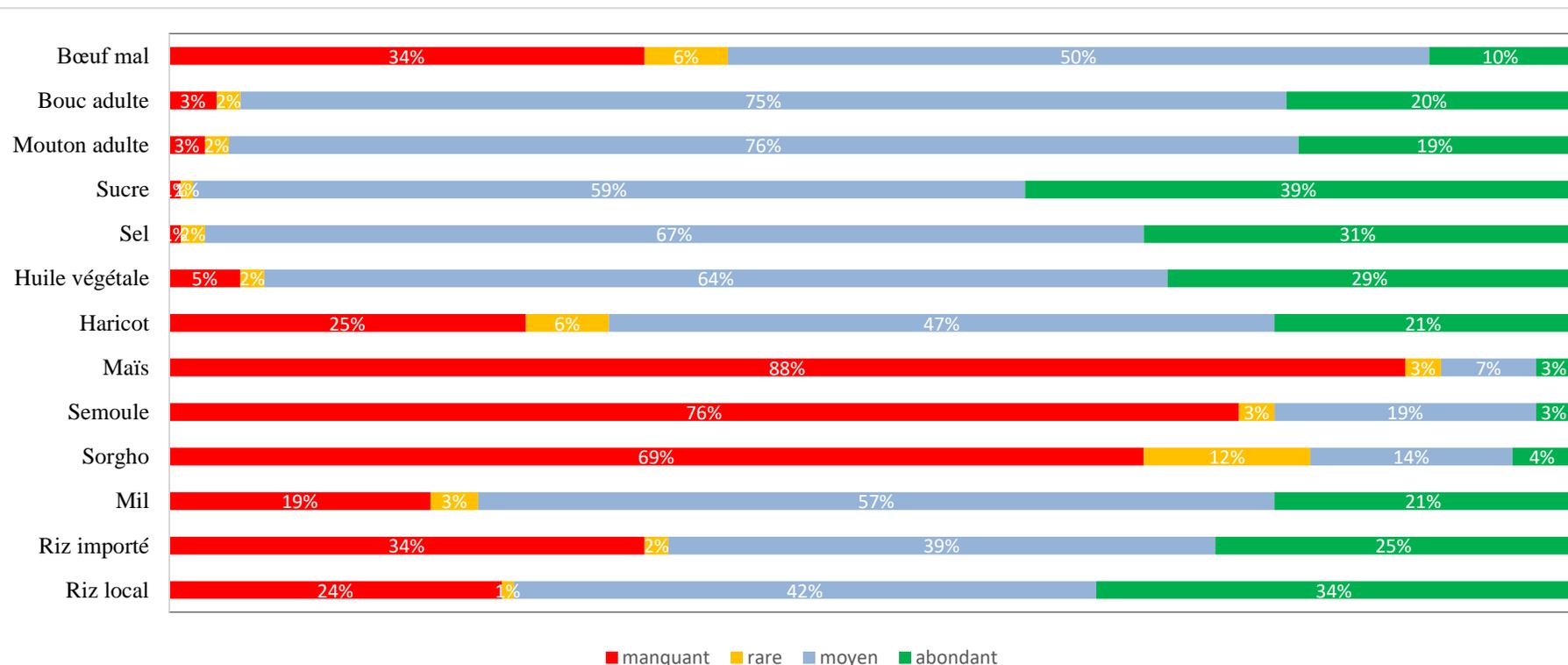
Février 2023

Situation des stocks des produits de première nécessité à la date du 31/12/2022 (en tonne)

| Produits | Stocks sur territoire | Stocks aux Ports | Stocks Potentiels | Couverture en nombre de jours | Couverture en nombre de jours au cours de la semaine précédente |
|-----------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-------------------------------|---|
| Riz | 77 894 | 5 963 | 83 857 | 26 | 26 |
| Mil | 2 620 | - | 2 620 | - | - |
| Maïs | 3 200 | - | 3 200 | - | - |
| Sorgho | 1 716 | - | 1 716 | - | - |
| Sucre | 27 823 | 14 013 | 41 836 | 33 | 14 |
| Lait en Poudre | 1 954 | - | 1 954 | 21 | 21 |
| Farine de blé | 12 146 | - | 12 146 | 84 | 90 |
| Huile | 2 715 | 83 | 2 798 | 8 | 8 |

Source : DGCC-DGD-CSA-DNTTMF-Unités Industrielles

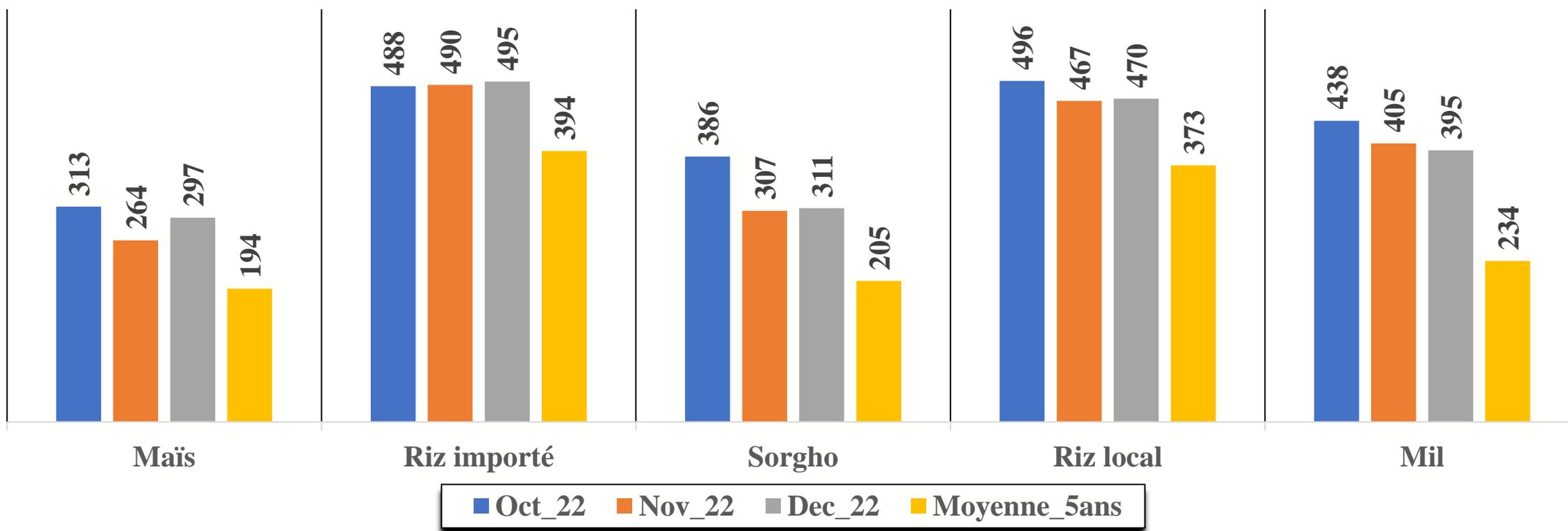
Etat d'approvisionnement des marchés dans les zones suivies par le PAM



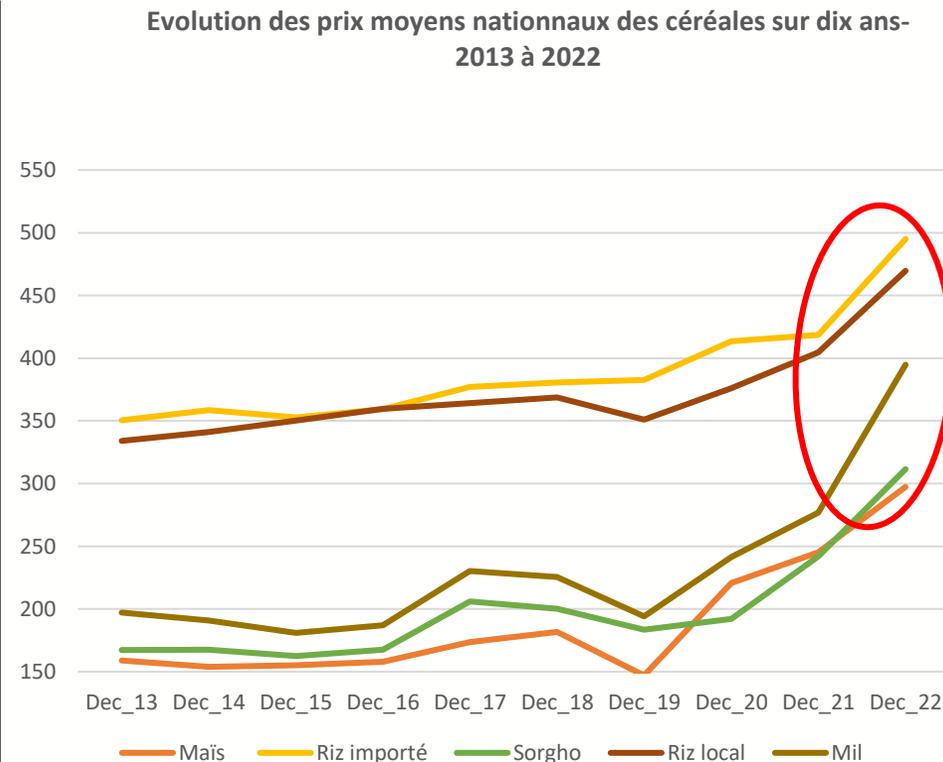
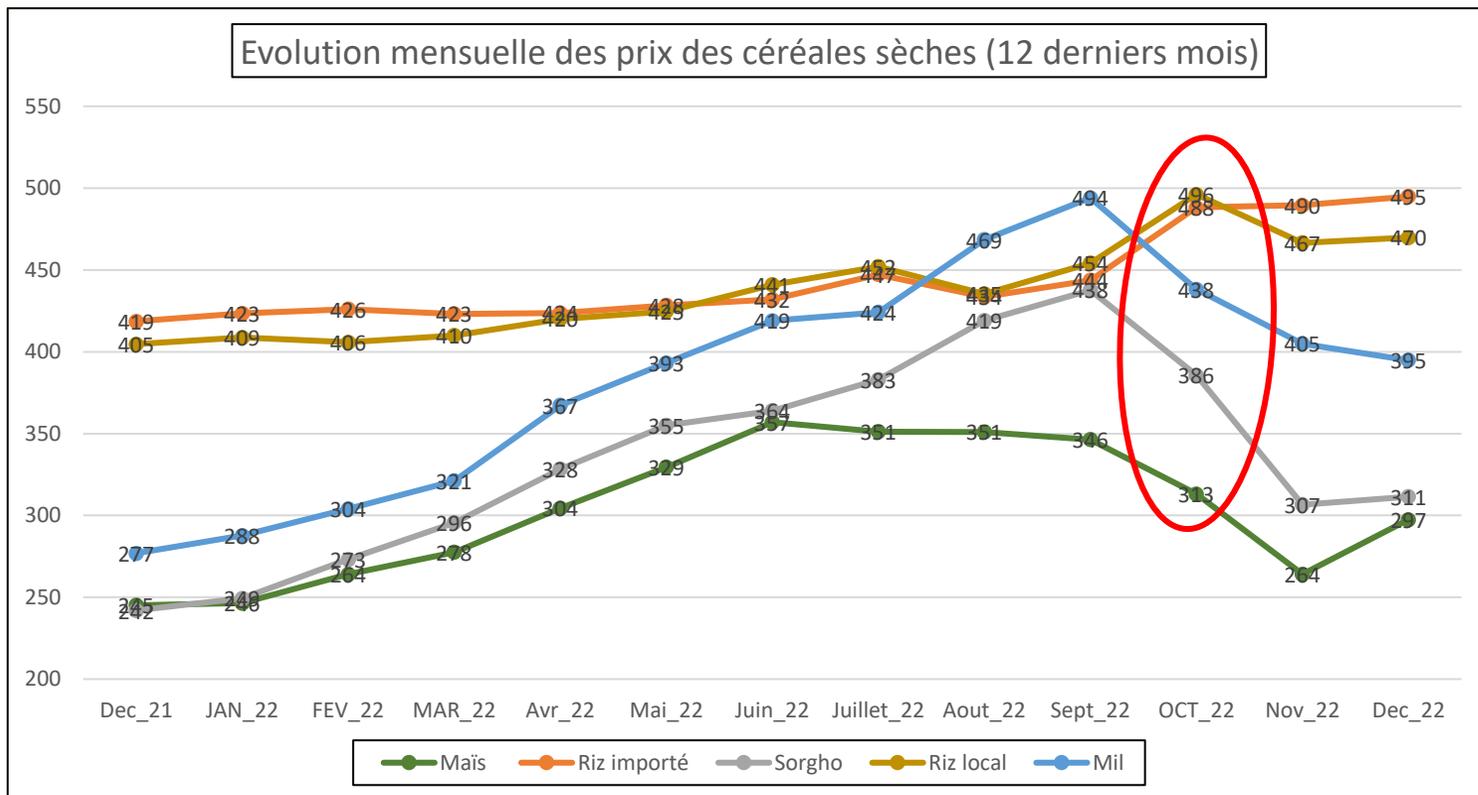
➤ La semoule, le sorgho et le maïs sont manquants dans plus de 60% des marchés suivis.

Malgré la tendance baissière , les prix des céréales restent encore dans l'ensemble très élevés et supérieurs à la moyenne quinquennale

EVOLUTION DU PRIX DES CEREALES

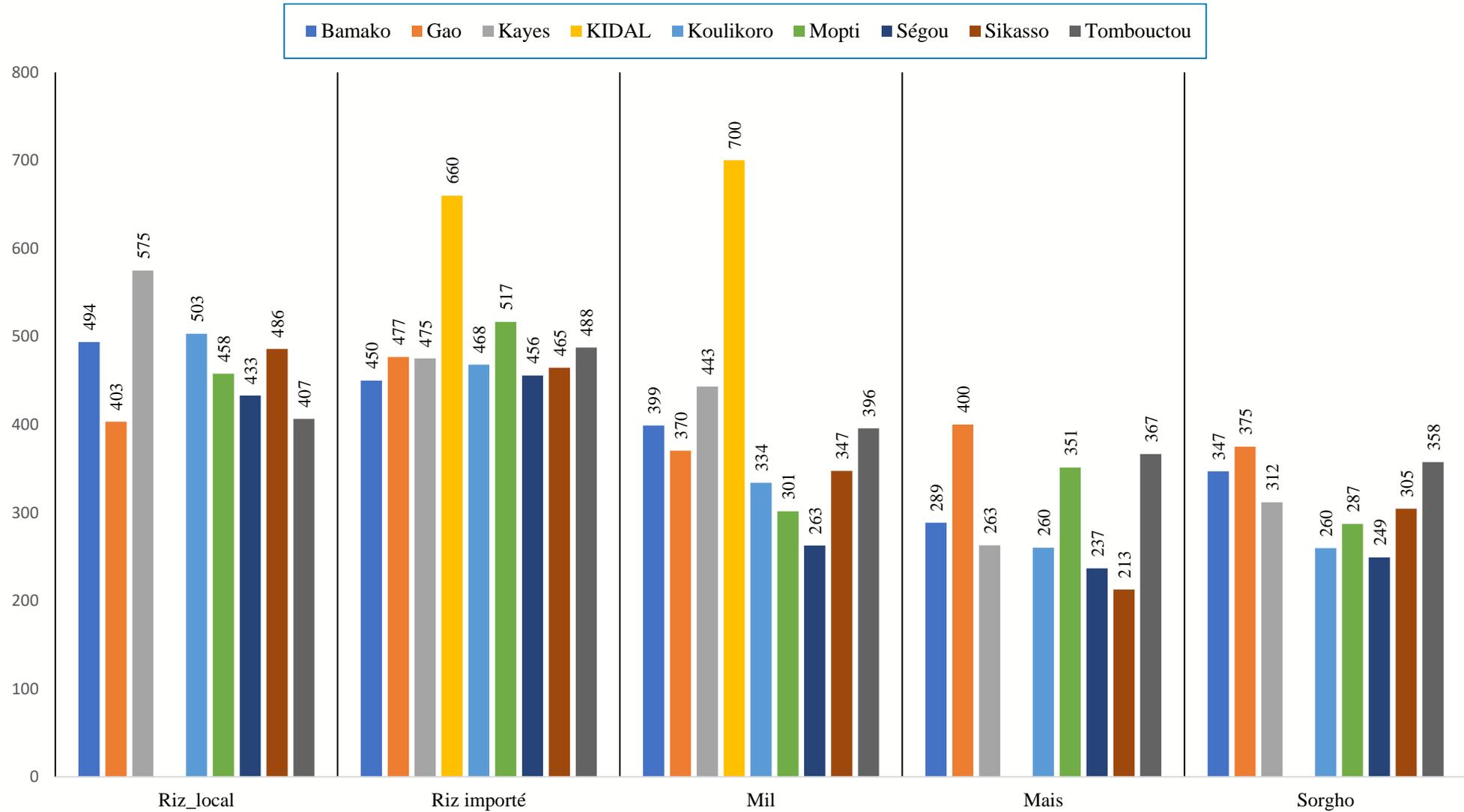


Baisse des prix des céréales locales (mil, sorgho, maïs, riz local) amorcée en octobre 2022 après une hausse atypique et continue sur presque toute l'année 2022



La baisse des prix des céréales locales (mil, sorgho, maïs, riz local) et une stabilité relative pour le riz importé à partir du mois de **Septembre 2022** en raison du bon niveau d'approvisionnement des marchés.

Prix moyens des céréales par region (Décembre 2022)



Variation mensuelle (Oct Vs Nov 22) des prix des céréales par région

| Régions | Riz_local | Riz_importe | Mil | Mais | Sorgho |
|------------|-----------|-------------|------|------|--------|
| Bamako | -7% | 2% | -6% | -2% | -10% |
| Gao | -22% | -1% | -15% | -28% | -29% |
| Kayes | 8% | 3% | -2% | -4% | -16% |
| KIDAL | | 3% | | | |
| Koulikoro | -4% | -3% | -11% | -17% | -22% |
| Mopti | -8% | -1% | -25% | -6% | -48% |
| Ségou | -1% | -1% | -21% | -13% | -19% |
| Sikasso | -2% | -2% | -6% | -14% | -5% |
| Tombouctou | -12% | 2% | -18% | -35% | -14% |

- Baisse faible à importante des prix des céréales locales (riz local, mil, maïs et sorgho) au niveau de toutes les régions en nov.22. Les plus importantes variations pour le mil sont -25% à Mopti, -21% à Ségou, -18% à Tbctou et -15% à Gao. Le maïs -35% à Tbctou, -28% à Gao et -17% à Kkoro. Le riz local -22% à Gao.
- Les variations ne sont pas importantes pour le riz importé (-3% au plus)



Variation mensuelle (Nov 22 Vs Dec 22) des prix des céréales par région

| Variation mensuelle | Riz_local | Riz_importe | Mil | Maïs | Sorgho |
|---------------------|-----------|-------------|------|------|--------|
| Bamako | 1% | 1% | -4% | -4% | -8% |
| Gao | 0% | -3% | -5% | 48% | 39% |
| Kayes | 1% | -4% | -6% | -8% | -7% |
| Kidal | | 3% | 19% | | |
| Koulikoro | 1% | 0% | -11% | 1% | -11% |
| Mopti | 5% | 7% | -1% | 21% | 41% |
| Segou | 1% | 8% | -13% | -6% | -14% |
| Sikasso | 1% | 0% | -14% | 0% | -14% |
| Tombouctou | -4% | -2% | 3% | 51% | 9% |

- Hausse de prix du maïs et du sorgho dans les régions du nord et du centre en particulier :
- Maïs +51% à Tbctou, +48% à Gao, +21% à Mopti entre nov.22 et dec.22.
- Sorgho +41% à Mopti, +39% à Gao.



Merci de votre attention



Programme Alimentaire Mondial



MALI

CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Renforcer la réponse humanitaire

2. Suivi de la réponse



MALI
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire

***2.1. Bilan de la réponse annuelle 2022 des acteurs
(matrice 5W) – Cluster SA***

2.2. Suivi de la réponse RRM – Coordination RRM



2.1. Bilan de la réponse annuelle 2022 des acteurs (matrice 5W) (Cluster SA)



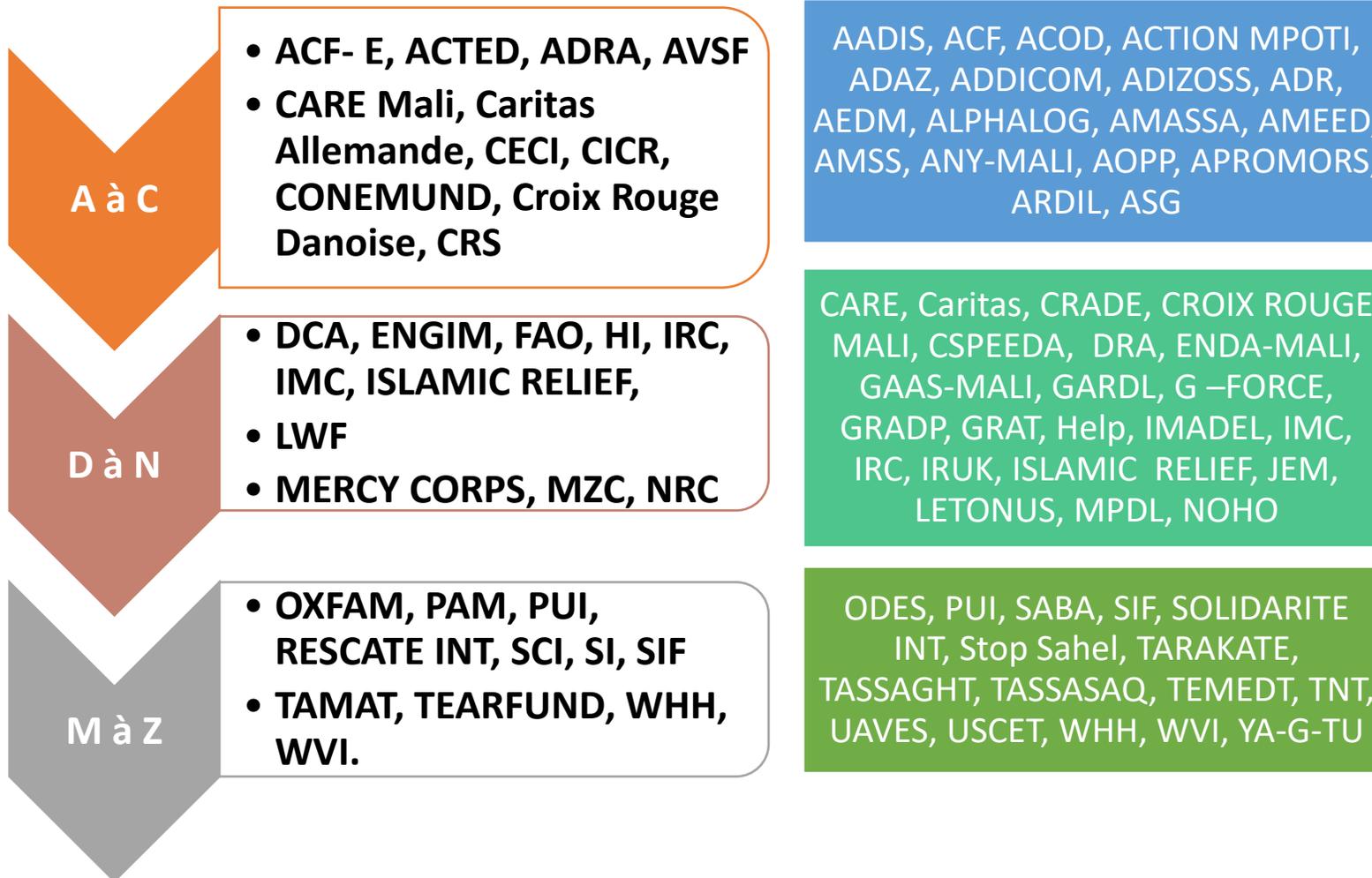
2.1.1. Organisations contributrices à l'exercice de la 5w (janvier-décembre 2022)

☐ **Données compilées de 33 organisations – 58 partenaires d'implémentation**

☐ **24 matrices reçues pour ce mois**

☐ **8 régions couvertes + le district de Bamako :**

☐ **Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Ségou, Sikasso et Tombouctou**





2.1.2. OBJ 1 - Assistance Alimentaire d'Urgence de Janvier à décembre 2022

2,8 M

Assistance Alimentaire d'Urgence



2 846 060
bénéficiaires

(*sans double-comptage)

Réponse aux PDIs & RRM



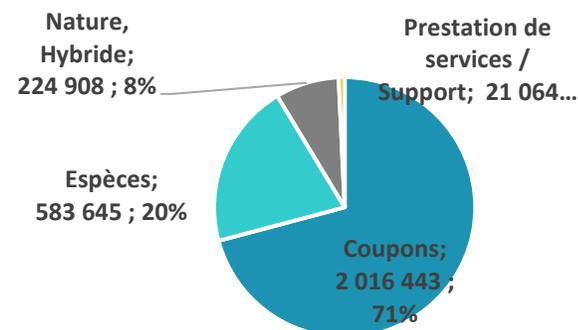
422 624
bénéficiaires

Réponse période de soudure (Mai-Septembre 2022)



AA **2 221 504**
Plus d'une fois **91%**
One shot **9%**

Modalités AA Jan- Déc 2022

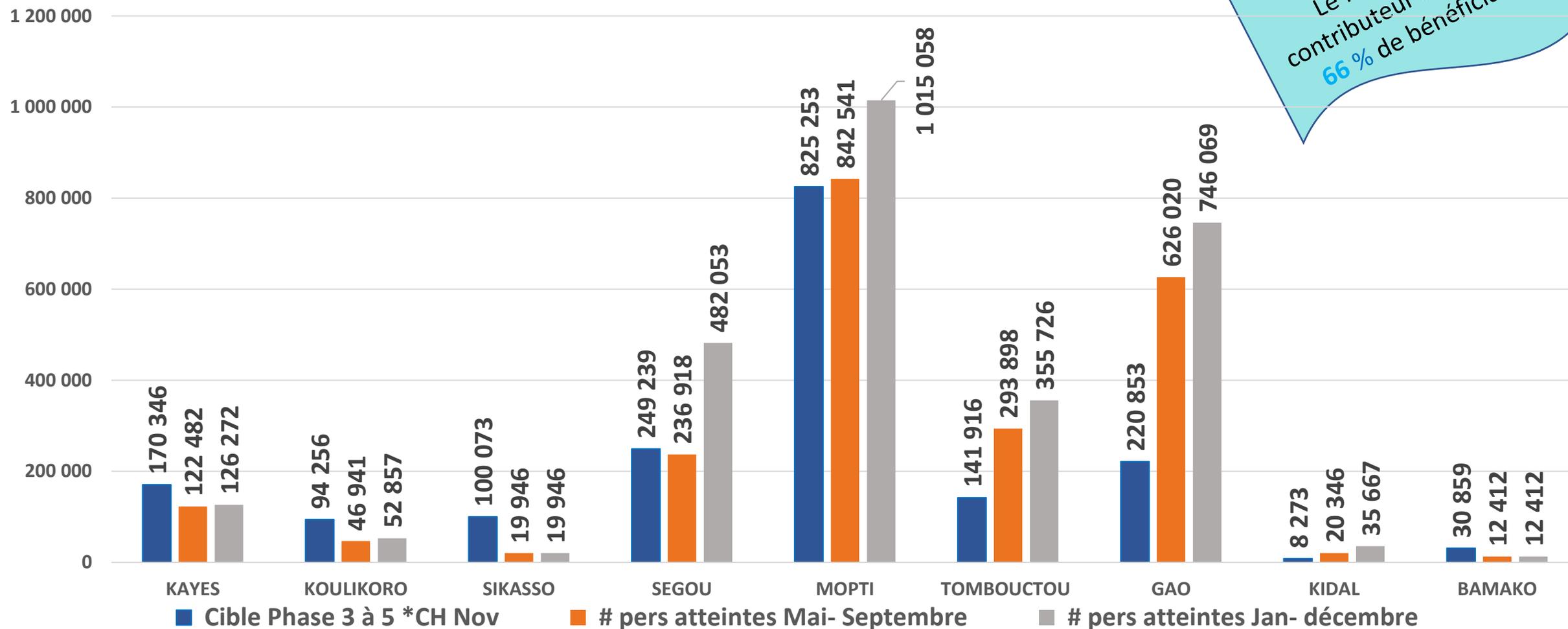


■ Coupons ■ Espèces ■ Nature, Hybride ■ Prestation de services / Support



2.1.2. OBJ 1 Assistance Alimentaire de Janvier à décembre OBJ 1

personnes atteintes vs Cible CH PH 3-5 Jan- Décembre 2022



Le PAM Plus gros contributeur avec plus de 66 % de bénéficiaires



1,841,067

Cible OS1 en 2022

2,846,060

#Bénéficiaires atteints

155%

Couverture de la réponse

531,415

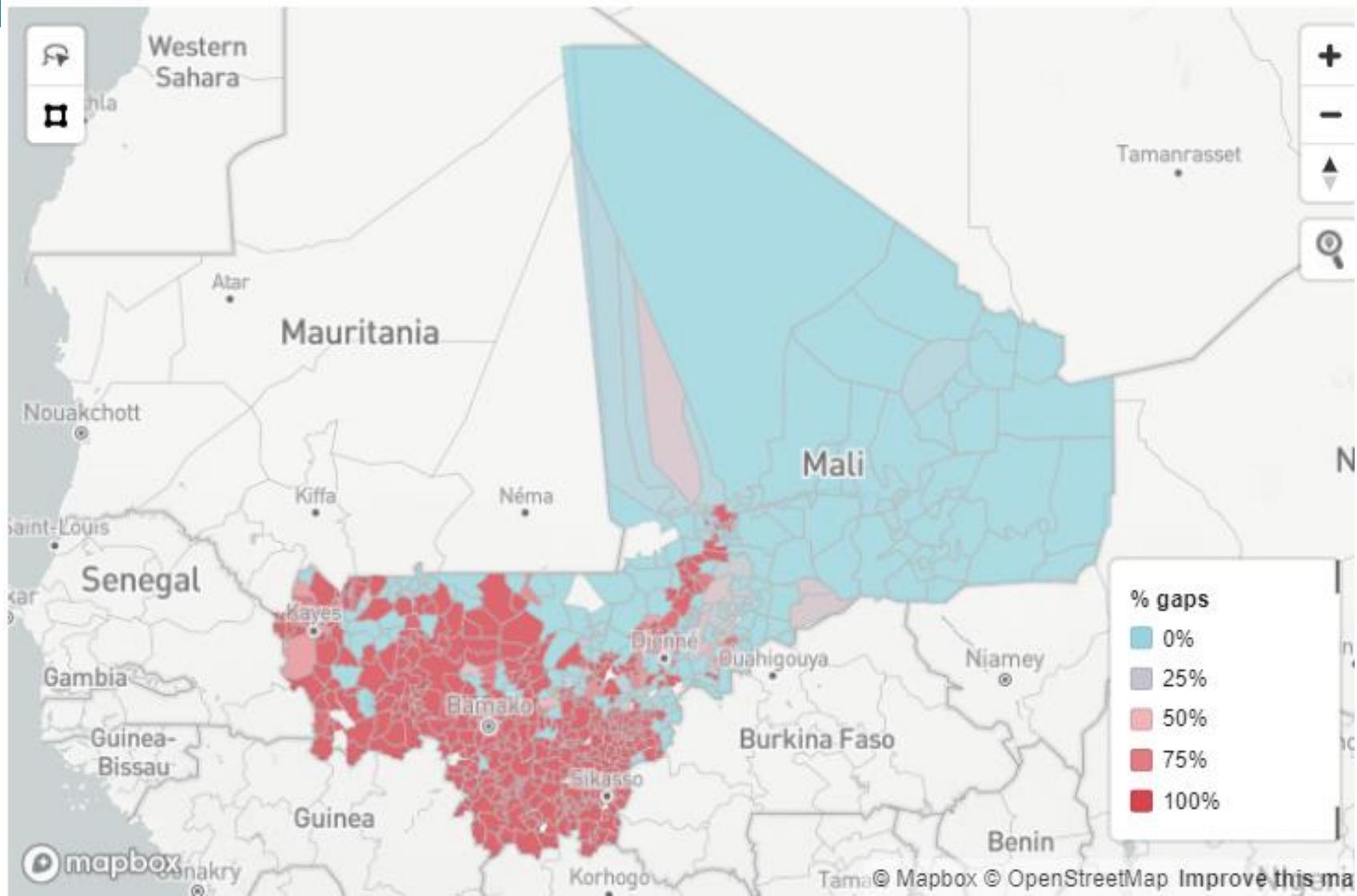
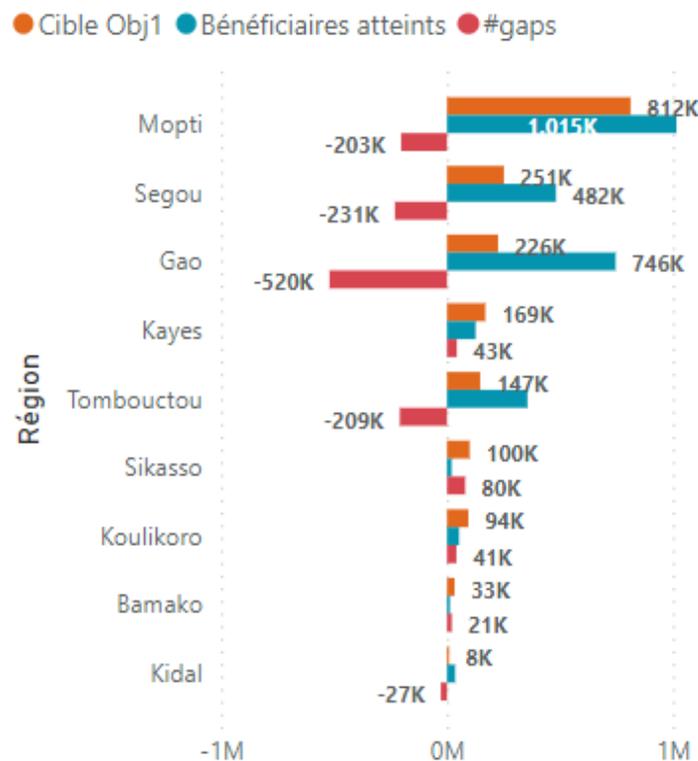
#Atteints une seule fois

2,314,645

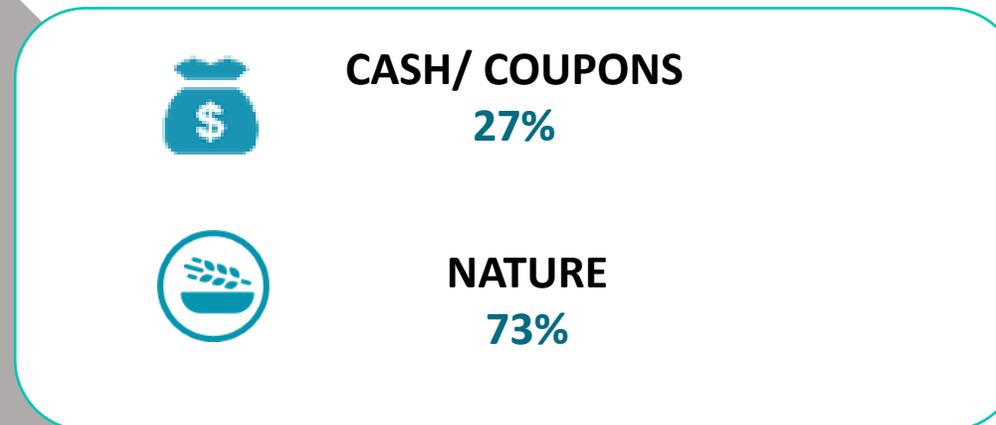
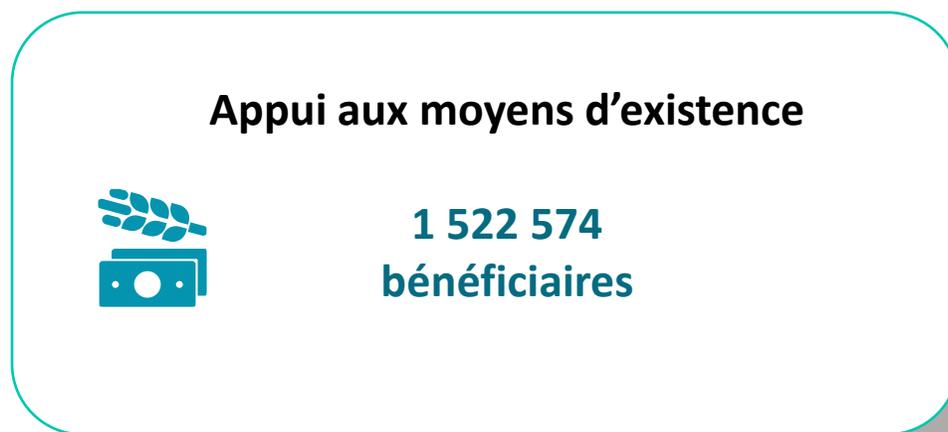
#Atteints recurrent

ANALYSE DE GAP EN ASSISTANCE ALIMENTAIRE

Analyse comparative graphique par Région

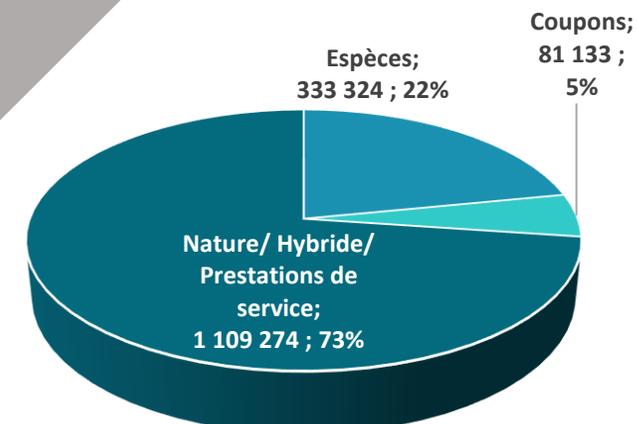
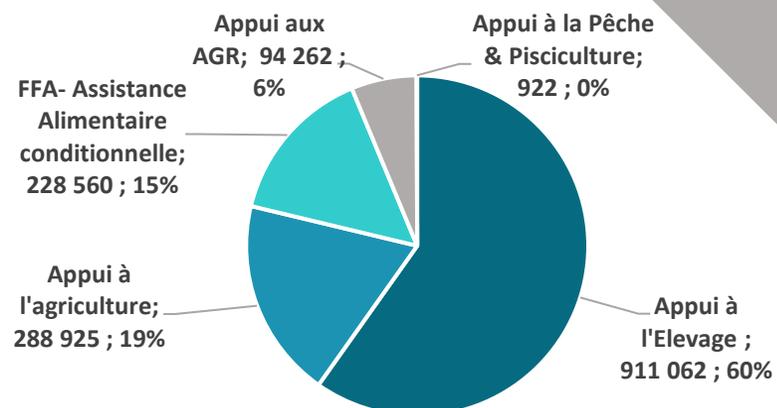


2.1.3. OBJ 2 Appui aux moyens d'existence (AME) de Janvier à décembre



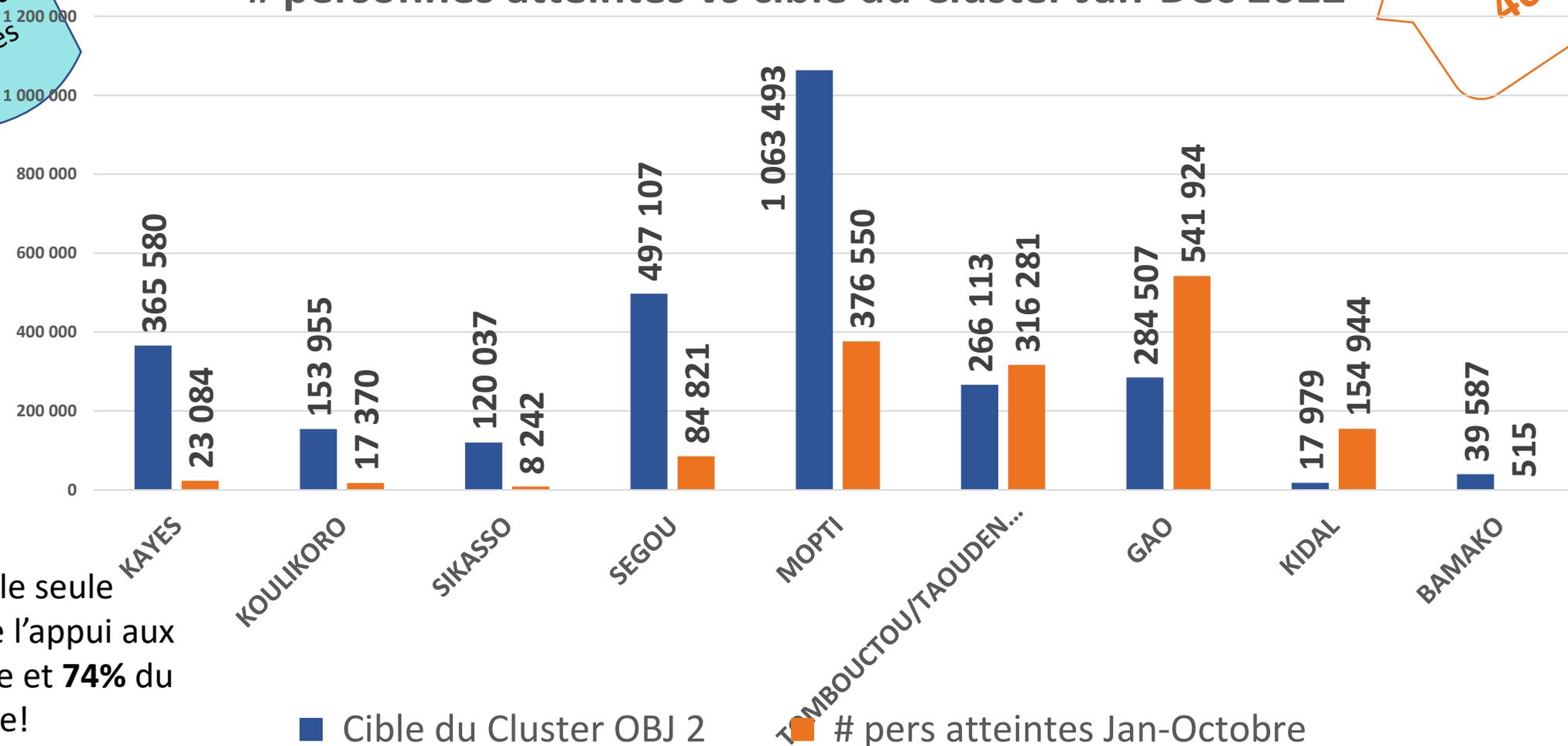
Activités AME Jan- Déc 2022

Modalité AME Jan- Déc 2022



2.1.2. Appui aux moyens d'existence de Janvier à décembre OBJ 2

personnes atteintes vs cible du Cluster Jan-Déc 2022



GAP 46%

CICR le plus gros contributeur avec plus de 57% de bénéficiaires

La **vaccination** à elle seule représente **44%** de l'appui aux moyens d'existence et **74%** du secteur de l'élevage!

■ Cible du Cluster OBJ 2

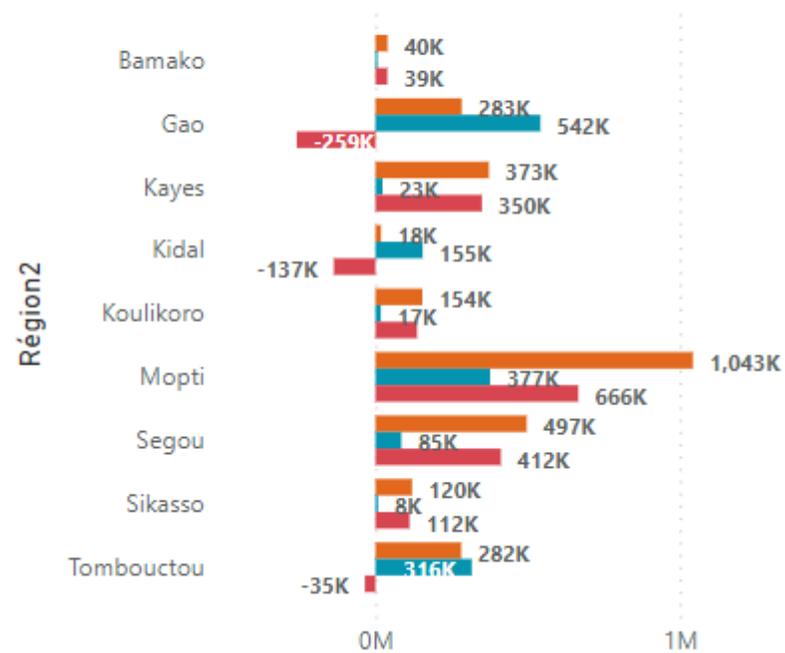
■ # pers atteintes Jan-Octobre



ANALYSE DE GAP EN APPUI AUX MOYENS D'EXISTENCE (AME)

Analyse comparative graphique par Région

● Cible Obj2 ● Bénéficiaires atteints ● #gaps



2,808,355

Cible OS2 en 2022

1,523,731

#Bénéficiaires atteints

54%

Couverture de la réponse

1,168,339

#Atteints une seule fois

355,392

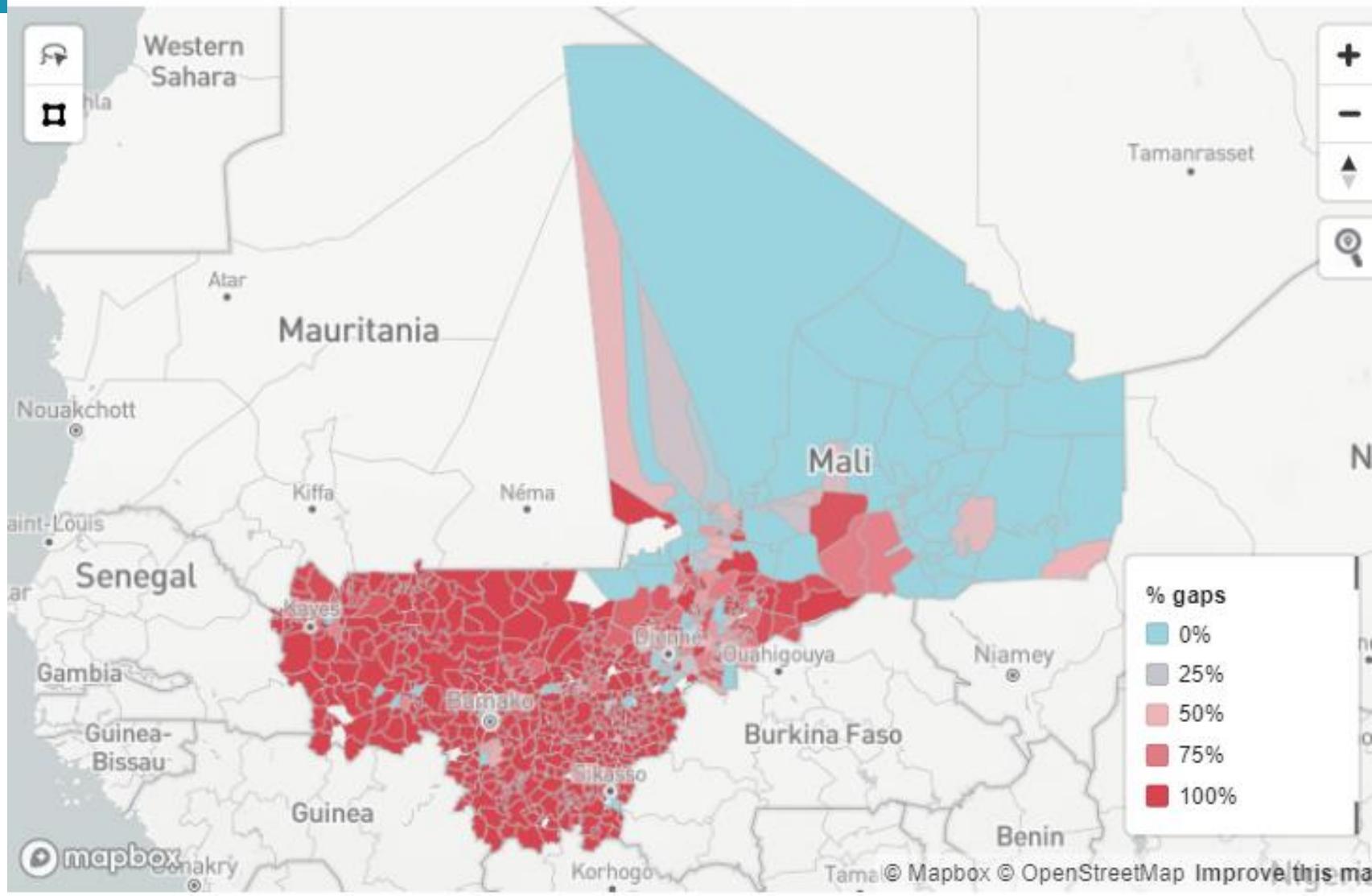
#Atteints recurrent

1,284,624

Non atteints OBi 2

46%

gaps Obj 2





Liens importants pour l'accès aux données et produits

<https://fscluster.org/mali>

[FSC MALI Response Dashboard janvier-décembre 2022](#)

[fsc mali bilan de la reponse en assistance alimentaire et moyen d'existence de janvier a octobre 2022](#)



2.2. Suivi de la réponse RRM (Coordination RRM)

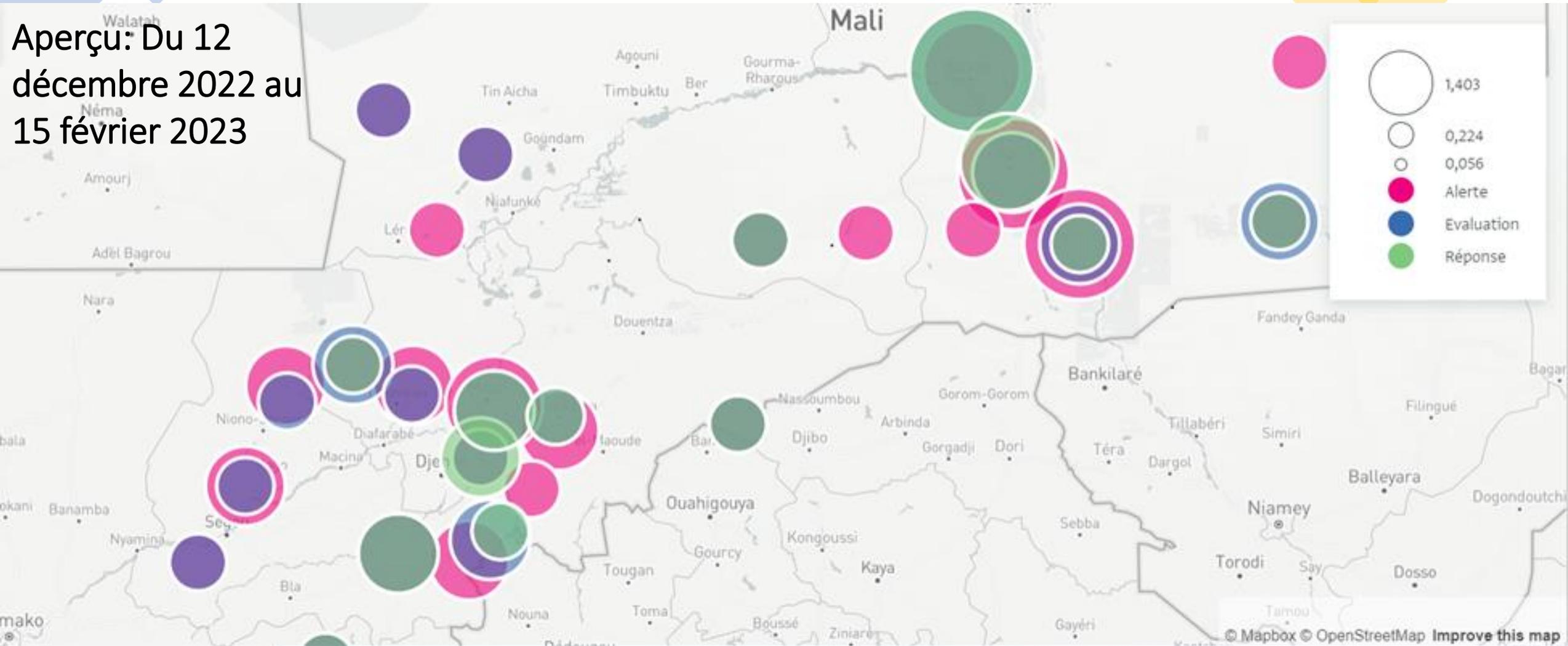
Cluster Sécurité Alimentaire, Bamako, 23 février 2023



Distribution de vivres, NFIs et kits WASH dans la commune de Fakala , cercle de Djenne, région de Mopti. Crédit Photo Hamadoun Waigalo, CRS.



Aperçu: Du 12 décembre 2022 au 15 février 2023



Evaluations rapides multisectorielles

| Cercle | # évaluation |
|----------------|--------------|
| Ansongo | 2 |
| Bandiagara | 1 |
| Bourem | 5 |
| Diema | 1 |
| Djenne | 1 |
| Gao | 3 |
| Goundam | 2 |
| Gourma-Rharous | 1 |
| Koro | 1 |
| Koutiala | 1 |
| Menaka | 3 |
| Mopti | 2 |
| Niono | 1 |
| San | 1 |
| Segou | 1 |
| Tenenkou | 2 |
| Tessalit | 1 |
| Tombouctou | 1 |
| Tominian | 2 |
| Yorosso | 1 |
| Total | 33 |

Les besoins prioritaires les plus cités par les ménages lors des EMR sont : vivres, abris , NFI, Wash

Ménages et personnes évaluées Par cercle

| Cercle | # Ménages | # Personnes |
|----------------|--------------|--------------|
| Ansongo | 408 | 2445 |
| Bandiagara | 174 | 1313 |
| Bourem | 1475 | 8989 |
| Diema | 65 | 311 |
| Djenne | 260 | 2261 |
| Gao | 2477 | 12664 |
| Goundam | 372 | 1658 |
| Gourma-Rharous | 370 | 1720 |
| Koro | 552 | 3307 |
| Koutiala | 128 | 705 |
| Menaka | 1866 | 8914 |
| Mopti | 278 | 2135 |
| Niono | 140 | 760 |
| San | 82 | 448 |
| Segou | 148 | 780 |
| Tenenkou | 366 | 1779 |
| Tessalit | 704 | 4105 |
| Tombouctou | 369 | 2090 |
| Tominian | 321 | 1733 |
| Yorosso | 160 | 944 |
| Total | 10715 | 59061 |

réponses, ménages et personnes assistés en Sécurité Alimentaire

| Cercles | Réponses | # Ménages assistés | # Personnes assistées |
|----------------|-----------|--------------------|-----------------------|
| Ansongo | 2 | 333 | 1966 |
| Bandiagara | 1 | 174 | 1313 |
| Bourem | 5 | 1410 | 8349 |
| Diema | 1 | 65 | 311 |
| Djenne | 2 | 260 | 5208 |
| Gao | 4 | 2460 | 12560 |
| Gourma-Rharous | 1 | 370 | 1720 |
| Koro | 1 | 540 | 3228 |
| Koutiala | 1 | 128 | 705 |
| Menaka | 2 | 1998 | 9751 |
| Mopti | 3 | 296 | 2216 |
| San | 1 | 82 | 448 |
| Segou | 1 | 171 | 853 |
| Tenenkou | 1 | 168 | 760 |
| Tessalit | 1 | 704 | 4036 |
| Tombouctou | 1 | 328 | 1507 |
| Tominian | 1 | 165 | 842 |
| Yorosso | 1 | 158 | 936 |
| Total | 30 | 9810 | 56709 |

Gaps dans les cercles: Ménages non encore assistés en Sécurité Alimentaire

| # Cercle | # menage non assistés | # personne non assistés | Réponses planifiées? |
|--------------|-----------------------|-------------------------|----------------------|
| Ansongo | 75 | 479 | |
| Bourem | 65 | 640 | |
| Koro | 12 | 79 | |
| Tenenkou | 198 | 1019 | |
| Tombouctou | 41 | 583 | |
| Tominian | 156 | 891 | |
| Yorosso | 2 | 8 | |
| Total | 549 | 3699 | |

Ce tableau présente les ménages et personnes non assistés en sécurité alimentaire. Les données de la plateforme ne prennent pas en compte les réponses non encore réalisées ou non enregistrées.

Recommandations

Suite aux différentes évaluations des besoins réalisées, nous recommandons au cluster de :

- Suivre la couverture des gaps auprès du PAM ;
- Suivre le post RRM auprès du PAM et autres acteurs;
- Faire une mise a jour sur les positionnements.

Les données de cette présentation viennent de la **plateforme en ligne du RRM Mali** . Pour y accéder, il faudrait un compte. Et pour cela, svp, merci de cliquer [lci](#) pour bénéficier de ce compte d'accès.

Pour tout besoin ou requêtes liées à la nouvelle plateforme ACTIVITYINFO du RRM au Mali, merci de vous adresser à

- **Finda Keita**, CRS, Program Quality Manager RRM/USAID – Kisili
Cell : +223 76 10 67 99



Distribution de Vivres, kits NFIs, kits Abris et kits WASH dans la commune de Anchawadji, cercle de Gao, région de Gao. Crédit Photo: Hamadoun Waigalo, CRS.





MALI

CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Renforcer la réponse humanitaire

3. Activités de la coordination (cluster & partenaires)



MALI
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire

- 3.1. Briefing sur le processus du Fond Humanitaire Régional
– OCHA Bureau Régional***
- 3.2. Synthèse des résultats à mi-parcours du projet
EMMERGENCE – ENDA Mali***



3.1. Briefing sur le processus du Fond Humanitaire Régional (OCHA Bureau Régional)



OCHA

Briefing sur le Fonds Humanitaire Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (FHRAOC)

Briefing pour les acteurs humanitaires –enveloppe Mali
Février 2023

Agenda

- Principes fondateurs du FHRAOC
- Gouvernance et gestion
- Gestion des financements axée sur les risques
- Processus d'éligibilité
- Allocation et cycle de projet de l'enveloppe pays
- Rôles et responsabilités durant l'allocation et le cycle de projet
- Etapes principales

Pourquoi un Fonds Humanitaire Régional?

Etendre le financement commun à des contextes plus variés de manière rentable

Soutenir la réponse humanitaire dans les pays où la mise en place d'un Fonds Commun pour les pays n'est pas possible

Soutenir une réponse cohérente aux urgences régionales, promouvant la collaboration transfrontalière et les synergies entre les allocations des pays

Elargir l'accès au financement direct pour les ONG, y compris les organisations nationales et/ou locales

Promouvoir des initiatives globales qui améliorent la qualité de l'aide et la réponse humanitaire

Gouvernance et gestion

Global

Coordonnateur des secours d'urgence (ERC)

Country-based Pooled Fund Section à New York

Pooled Fund Working Group

Régional

Bureau Régional OCHA

Unité Régionale des Financements Humanitaires

Pays

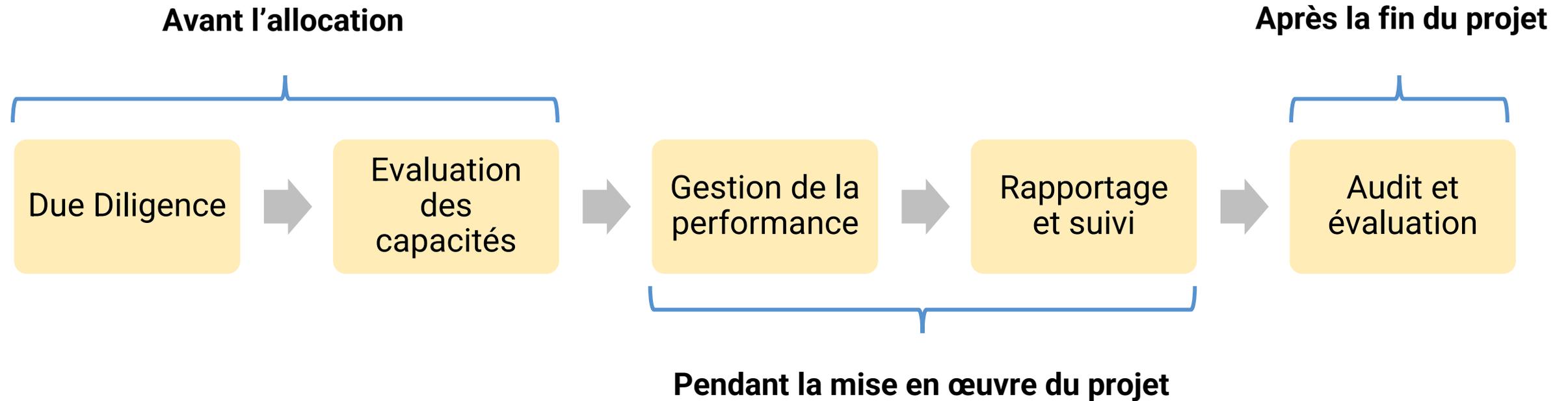
Coordinateur Humanitaire

Conseil consultatif – CH, Chef de RO, Chef de bureau, bailleurs de fonds, UN, ONGI, ONGN.

Comité de revue stratégique et technique

Bureau pays OCHA

Gestion des financements axée sur les risques



Processus d'éligibilité

Evaluation des partenaires



Niveau de risque



Modalités opérationnelles

Pré-screening par les clusters en étroite collaboration avec OCHA

- ✓ Passage en revue des organisations actives au sein des clusters

Due diligence

- ✓ Certificat d'enregistrement valide et organigramme
- ✓ Représentant légal
- ✓ Documents de déclaration
- ✓ Relevé bancaire

Evaluation des capacités

- ✓ Capacités organisationnelles
- ✓ Capacités programmatiques
- ✓ Capacité financière

Niveau de risque initial

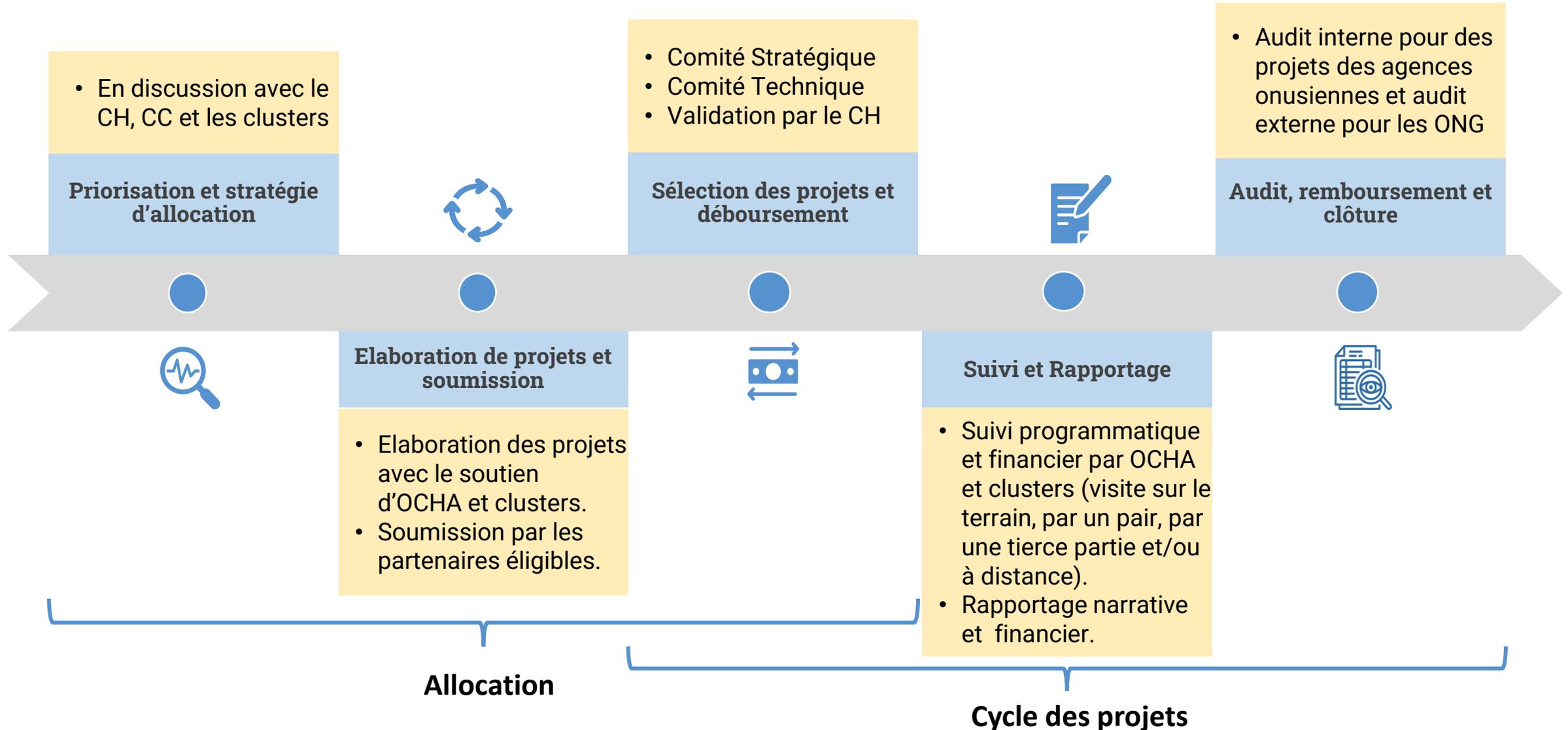
- Risque élevé, moyen et faible
- Partenaire inéligible

Indice de performance

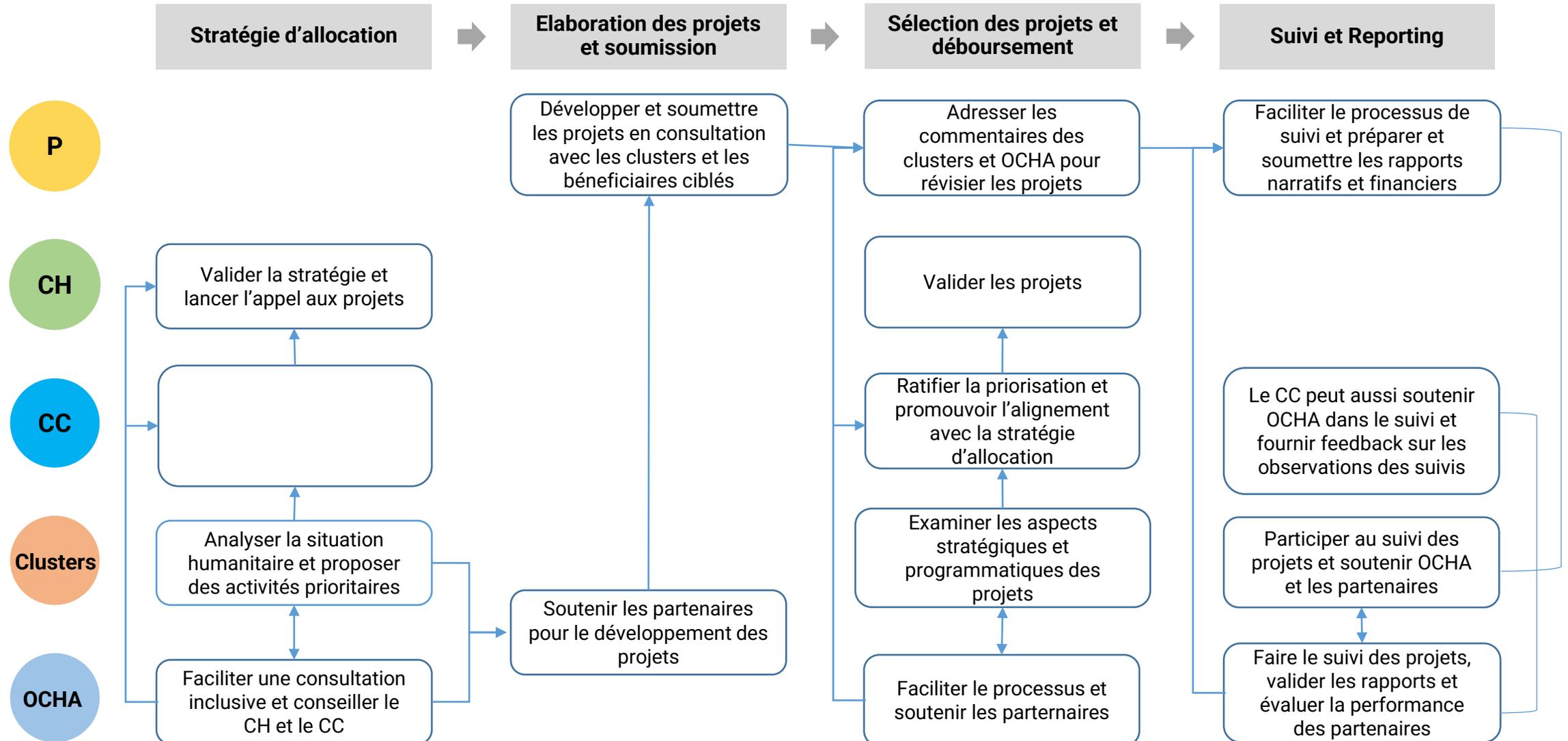
- Niveau de risque est dynamique et évolutif, en fonction de la performance future des partenaires

- Plafonds de financement et décaissement par tranche
- Périodicité et fréquence des rapports narratifs (et financiers) interim. et finaux
- Assurances additionnelles – vérification financière ponctuelle et audits

Allocation et cycle de projet de l'enveloppe pays



Rôles et responsabilités – Priorisation et allocation



Etapes principales

| | | |
|---|--|-----------------------|
| Aperçu des partenaire humanitaire et pré-screening | <ul style="list-style-type: none">• Screening initial des partenaires humanitaires par les clusters | <i>Janvier</i> |
| Engagement avec les acteurs et processus d'éligibilité | <ul style="list-style-type: none">• Screening, inscription GMS, due diligence, évaluation des capacités, et établissement du niveau de risque initial• Etablissement et formation des comités de revue stratégique et technique | <i>Février / Mars</i> |
| Comité consultatif | <ul style="list-style-type: none">• Etablissement du CC et tenue de la première réunion pour approuver les TdRs et discuter la vision de l'enveloppe | <i>Février / Mars</i> |
| Addendum pays | <ul style="list-style-type: none">• Révision du manuel opérationnel et des annexes | <i>Février / Mars</i> |
| Plateforme de gestion des financements - GMS | <ul style="list-style-type: none">• Gestion de l'ensemble du cycle de vie des allocations pour tous les projets financés. | <i>Mars</i> |
| Stratégie de priorisation Première allocation | <ul style="list-style-type: none">• Participer au développement de la stratégie de la première allocation en collaboration avec le CH, CC et les clusters• Lancement de la Première Allocation pour le Mali | <i>Mars/Avril</i> |

Coordonnées

Pages web du FHRAOC

<https://www.unocha.org/rowca/fonds-humanitaire-regional>

Olivier L. Nkidiaka | Head, Regional Humanitarian Financing Unit

Fund Manager, Regional Humanitarian Fund for West and Central Africa

UNOCHA Regional Office for West and Central Africa

Mob.: + 223 75 99 55 75 , + 221 77 395 82 97 (Whats'App); E-mail: nkidiaka@un.org | Skype: olivier.nkidiaka

Andrea Danti

Humanitarian Affairs Officer (Monitoring, Reporting & Risk Management)

Regional Humanitarian Financing Unit / Regional Humanitarian Fund for West and Central Africa

Mob: +223 82 60 40 99, + 221 774502876 | E-mail: danti@un.org | Skype: Viandanti2

Assietou Diop

National Humanitarian Affairs Officer (Programme)

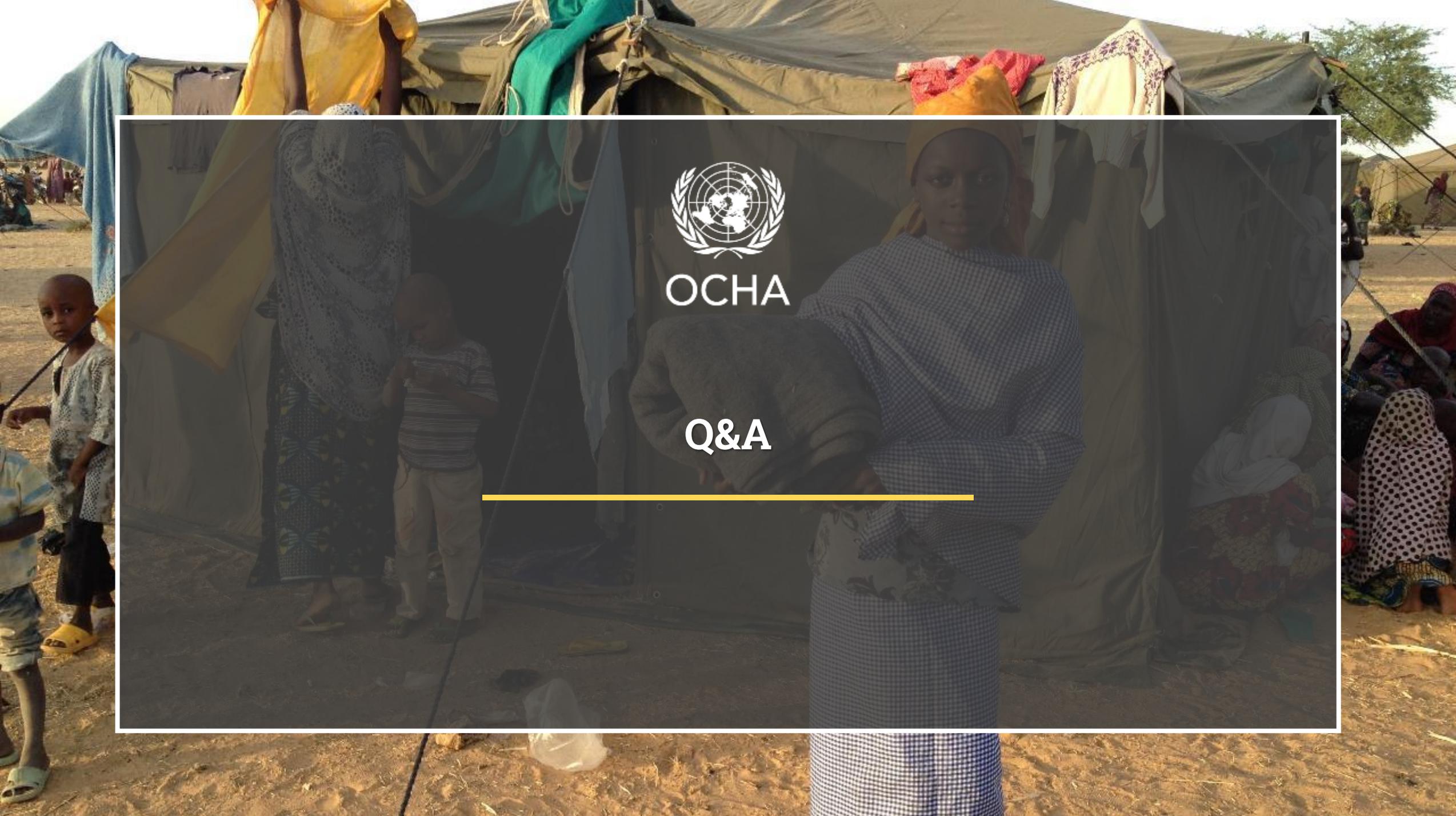
Regional Humanitarian Financing Unit / Regional Humanitarian Fund for West and Central Africa

Mob: +223 92 41 52 13, + 221 77 365 38 57 | E-mail: assietou.diop@un.org | Skype: assietoupenda diop

Ngolo Diarra | HAO | Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) |

Bamako, Mali

Tel: +223 44976061 | Mob: +223 75993496 | E-mail: diarra4@un.org |



OCHA

Q&A



3.2. Synthèse des résultats à mi-parcours du projet EMMERGENCE (ENDA Mali)



EVALUATION MI-PARCOURS DU PROJET EMMERGENCE

Régions de Mopti, Ségou, Gao et Tombouctou

INTRODUCTION

Le projet « Amélioration de la situation alimentaire, nutritionnelle et hygiénique des populations affectées par les crises alimentaire et sécuritaire dans les régions du Mali et du Burkina-Faso (P114-2021-003) » est mis en œuvre par ENDA Mali pour apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle pour 1240 ménages vulnérables à partir des activités de cash for work. Le projet cible également 300 ménages pour l'appui en intrants agricoles dans le but de renforcer leur capacité productive sur le maraichage. Il est financé par le MAA et la Caritas Allemagne pour un montant de 1 545 000 euros pour une période de 29 mois (juin 2021-octobre 2023).

Objectifs du projet:

- ➔ **Objectif global:** L'Amélioration de la situation alimentaire, nutritionnelle et hygiénique des populations affectées par les crises alimentaires et sécuritaires au Mali et au Burkina Faso.

Les **objectifs spécifiques du projet** sont :

- **Objectif spécifiques 1** : 1240 ménages dont 620 ménages hôtes vulnérables et 620 ménages déplacés internes ont accès à la nourriture.
- **Objectif spécifique 2** : Les moyens d'existences 300 ménages cibles dont 60 PDIs et 240 communautés hôtes sont renforcés à travers l'amélioration de leur production agricole (mise à disposition de semence et outils)
- **Objectif spécifique 3** : Les mécanismes de feedback et de plaintes sont opérationnels et utilisés par les bénéficiaires.

OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

L'objectif général de l'évaluation est de faire l'évaluation à mi-parcours du projet « Amélioration de la situation alimentaire/nutritionnelle et hygiénique des populations affectées par la crise alimentaire et sécuritaire dans différentes régions du Mali et du Burkina Faso-P114-2021-003 » sur la période de juin 2021 à octobre 2022.

Plus spécifiquement:

- Déterminer dans quelle mesure le programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle a eu un impact tel qu'énoncé dans son cadre logique à travers les indicateurs clés SCA et SDAM ;
- Déterminer dans quelle mesure le programme renforce la coordination et la redevabilité des processus décisionnels et de règlement des différends liés à la protection ;
- Fournir et partager les leçons apprises et les recommandations sur ce qui fonctionne ou pas pour la prise de décision stratégique sur la programmation future.

METHODOLOGIE

Collecte des données

La collecte des données s'est déroulée dans 9 villages des cercles de Niono, Bankass, Tombouctou et Ansongo.

Les données d'enquêtes auprès de 343 ménages dont 232 ménages bénéficiaires de cash for work, et 111 ménages bénéficiaires d'intrants agricoles et 24 ménages non bénéficiaires ont été directement collectées sur des tablettes préalablement configurées en utilisant la plateforme Kobo Collect.

En plus, 9 focus [1 focus mixte, 2 focus femmes et 6 focus hommes] avec les bénéficiaires directs et indirects et 26 entretiens semi-structurés avec les

Analyse des données et rapportage

Les données ont été traitées et analysées selon critères de qualité suivants : pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité.

Les logiciels SPSS et Excel ont été utilisées pour analyses quantitatives. L'analyse a consisté en la création de tableaux croisés dynamiques pour le calcul d'indicateurs à travers des statistiques descriptives (fréquence, moyenne) et de variables croisées.

Pour l'analyse des données qualitatives, la méthode de l'analyse de Contenu a été utilisée. Elle consiste à retranscrire les données qualitatives, à se donner une grille d'analyse, à coder les informations recueillies et les traiter.

CONSTATATIONS ET DISCUSSIONS

– RESULTATS DE L'ANALYSE



Analyse de la pertinence et de la conception du Programme

► Les enquêtes auprès des bénéficiaires confirment la pertinence des appuis, dans la mesure où 70% des cash distribués aux ménages ont été directement consacrés à l'alimentation des ménages, avec 78% pour les ménages de PDI et 66% pour les ménages hôtes.

► Les informateurs clés rencontrés ont affirmé que les préoccupations des communautés sont prises en compte dans les actions proposées et la mise en œuvre des activités. Ils trouvent que les activités du projet répondent à leurs attentes et leurs besoins, en renforçant notamment la cohésion sociale au sein des différentes

Il est également ressorti des focus group que les besoins spécifiques des femmes et des jeunes ont été pris en compte dans la conception et la mise en œuvre, notamment au niveau des activités de cash transfert et la distribution d'intrants agricoles.

Les acteurs rencontrés trouvent aussi que les activités du projet sont en cohérence avec les stratégies et politiques gouvernementales dans le domaine de la protection sociale et de la sécurité alimentaire.

Appréciation de l'Efficacité

Analyse de l'atteinte des objectifs

- L'analyse du niveau de réalisation des indicateurs du cadre logique du projet montre que sa mise en œuvre a permis d'atteindre des résultats en termes d'accès à la nourriture, de renforcement des capacités de production et d'amélioration des sources de revenus des ménages. On note également un bon niveau d'atteinte du résultat sur l'utilisation des mécanismes de plaintes par les bénéficiaires.
- Toutefois, l'objectif en matière de diversification alimentaire n'a pas été totalement atteint. En effet, on constate que les activités de cash transfert, bien qu'ayant pour objectif d'améliorer l'accès à la nourriture, ne sont pas complétées par de campagnes d'IEC ou d'autres activités sur les bonnes pratiques alimentaires. Des activités de promotion des bonnes pratiques alimentaires et de diversification alimentaire devraient être couplées aux cash transfert.

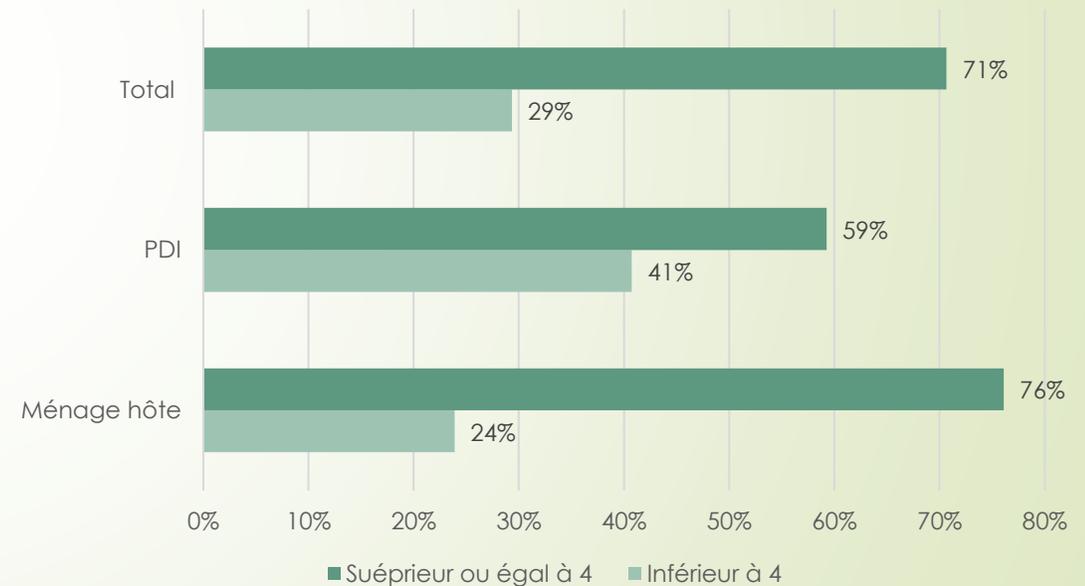
Analyse des indicateurs de performance

Outcome 1 : La sécurité alimentaire de 1240 ménages (620 ménages PDI et 620 ménages communautés hôtes) est améliorée

Tableau 1 : Indicateur 1.1 : 80% des ménages cibles atteint un score de Diversité alimentaire des Ménages (SDAM) supérieur ou égal à 4.

| | Valeur cible | Valeur réalisée | Taux de réalisation |
|---|--------------|-----------------|---------------------|
| Indicateur 1.1 : 80% des ménages cibles atteint un score de Diversité alimentaire des Ménages (SDAM) supérieur ou égal à 4. | 80% | 71% | 89% |

Graphique 1 : Le SDAM des ménages



Diversification alimentaire des ménages

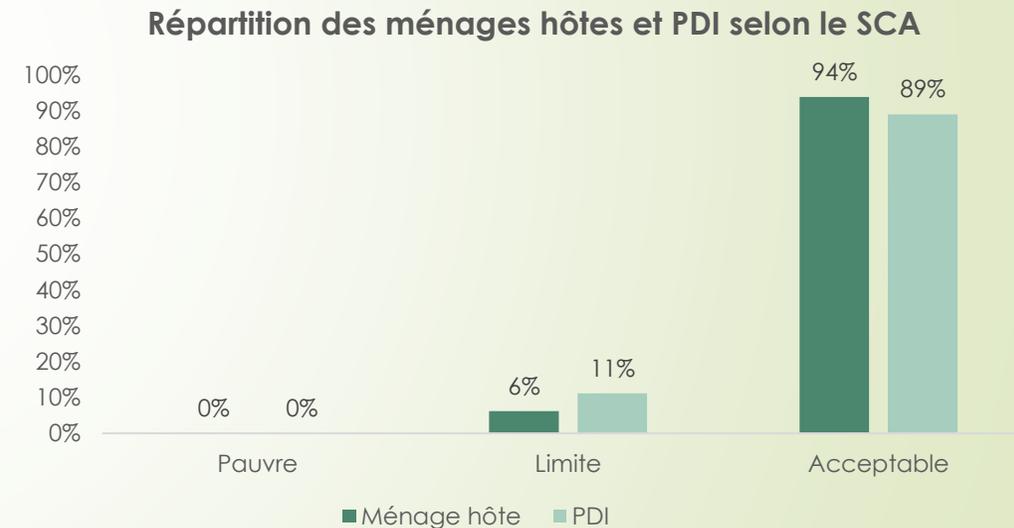
Analyse des indicateurs de performance

Outcome 1 : La sécurité alimentaire de 1240 ménages (620 ménages PDI et 620 ménages communautés hôtes) est améliorée

Tableau 2: Indicateur 1.2 : 80% des ménages cibles atteint un score de Consommation alimentaire (SCA) acceptable

| | Valeur cible | Valeur réalisée | Taux de réalisation |
|---|--------------|-----------------|---------------------|
| Indicateur 1.2 : 80% des ménages cibles atteint un score de Consommation alimentaire (SCA) acceptable | 80% | 92% | 115% |

Graphique 3 : Répartition des ménages hôtes et PDI selon le SCA



Consommation alimentaire acceptable

Analyse des indicateurs de performance

Output 1.1 : L'accès à la nourriture pour 1240 ménages (620 ménages hôtes vulnérables, et 620 ménages déplacés) les communes Alafia, Kala-siguida, Bankass, Ansongo est amélioré

Tableau 3 : Indicateur 1.1.1 : % de ménages bénéficiaires qui confirment que les membres ont accès à 3 repas par jour durant la période de l'assistance

| | Valeur cible | Valeur réalisée | Taux de réalisation |
|---|--------------|-----------------|---------------------|
| Indicateur 1.1.1 : % de ménages bénéficiaires qui confirment que les membres ont accès à 3 repas par jour durant la période de l'assistance | 80% | 98% | 122% |

Indicateur : % de ménages bénéficiaires qui confirment que les membres ont accès à 3 repas par jour durant la période de l'assistance

Tableau 4 : Indicateur 1.1.2 : % des ménages bénéficiaires qui confirment que le soutien suffisait pour combler leurs besoins alimentaires basique durant la période de l'assistance

| | Valeur cible | Valeur réalisée | Taux de réalisation |
|--|--------------|-----------------|---------------------|
| Indicateur 1.1.2 : % des ménages bénéficiaires qui confirment que le soutien suffisait pour combler leurs besoins alimentaires basique durant la période de l'assistance | 80% | 92% | 115% |

% des ménages bénéficiaires qui confirment que le soutien suffisait pour combler leurs besoins alimentaires basique durant la période de l'assistance

Analyse des indicateurs de performance

Outcome 2 : Les moyens d'existence de 300 ménages cibles (60 PDI, 240 CH) sont renforcés à travers l'amélioration de leur production agricole (mise à disposition de semence et outils).

Tableau 5 : Indicateur 2.1 : 90 % des ménages bénéficiaires qui ont reçus semences/outils confirment une augmentation de leur production agricole

| | Valeur cible | Valeur réalisée | Taux de réalisation |
|---|--------------|-----------------|---------------------|
| Indicateur 2.1 : 90 % des ménages bénéficiaires qui ont reçus semences/outils confirment une augmentation de leur production agricole | 90% | 100% | 111% |

Indicateur : % des ménages bénéficiaires qui ont reçus semences/outils confirment une augmentation de leur production agricole

Output 2.1 : 300 ménages (240 ménages d'accueil vulnérables et 60 PDI) bénéficient de la distribution d'intrants et de petits matériels agricoles pour renforcer leur activité de maraichage

Tableau 6 : Indicateur 2.1 .1: Nombre de ménages ciblés bénéficiant de l'appui en intrants et en matériels agricoles

| | Valeur cible | Valeur réalisée | Taux de réalisation |
|--|--------------|-----------------|---------------------|
| Indicateur 2.1 .1: Nombre de ménages ciblés bénéficiant de l'appui en intrants et en matériels agricoles | 300 | 200 | 67% |

Indicateur : Nombre de ménages ciblés bénéficiant de l'appui en intrants et en matériels agricoles

Analyse des indicateurs de performance

Outcome 3 : Des mécanismes de feedback et plaintes sont fonctionnels et utilisés par les bénéficiaires

Tableau 7 : Indicateur 3 .1: A la fin du projet, 70% des bénéficiaires enquêtés se sont déclarés satisfaits de la redevabilité des équipes du projet dans le cadre de l'exécution des activités terrain

| | Valeur cible | Valeur réalisée | Taux de réalisation |
|---|--------------|-----------------|---------------------|
| Indicateur 3 .1: A la fin du projet, 70% des bénéficiaires enquêtés se sont déclarés satisfaits de la redevabilité des équipes du projet dans le cadre de l'exécution des activités terrain | 70% | 72% | 103% |

Indicateur : A la fin du projet, 70% des bénéficiaires enquêtés se sont déclarés satisfaits de la redevabilité des équipes du projet dans le cadre de l'exécution

Output 3.1 : Le personnel du projet est formé sur l'installation et le fonctionnement des mécanismes de feedback et plaintes

Tableau 8 : Indicateur 3 .1.1 : Nombre de personnel qui participe aux formations

| | Valeur cible | Valeur réalisée | Taux de réalisation |
|---|--------------|-----------------|---------------------|
| Indicateur 3 .1.1: Nombre de personnel qui participe aux formations | 20 | 20 | 100% |

Indicateur : Nombre de personnel qui participe aux formations,

Analyse des indicateurs de performance

Output 3.2 : Des mécanismes de feedback et plaintes sont installés et les responsabilités, et les procédures de fonctionnement sont connues.

Tableau 9 : Indicateur 3 .2.1: % des ménages bénéficiaires qui ont reçu des informations sur les mécanismes de feedback et plaintes

| | Valeur cible | Valeur réalisée | Taux de réalisation |
|---|--------------|-----------------|---------------------|
| Indicateur 3 .2.1: % des ménages bénéficiaires qui ont reçu des informations sur les mécanismes de feedback et plaintes | 100% | 73% | 73% |

Indicateur : % des ménages bénéficiaires qui ont reçu des informations sur les mécanismes de feedback et plaintes.

Output 3.3 : Le personnel gère et répond aux feedback et plaintes selon les procédures établis

Tableau 10 : Indicateur 3 .3.1: % des feedback et plaintes reçues et gérées

| | Valeur cible | Valeur réalisée | Taux de réalisation |
|--|--------------|-----------------|---------------------|
| Indicateur 3 .3.1: % des feedback et plaintes reçus et gérés | 100% | 92% | 92% |

Indicateur : % des feedback et plaintes reçues et gérées

Appréciation de l'Efficiace

- De l'analyse des données et de la documentation, on peut en déduire une gestion efficace des ressources financières, à travers la mise en place des procédures administratives et financières rigoureuses.
- La mise en œuvre du projet a aussi impliqué plusieurs catégories d'acteurs étatiques et non-étatiques, comme les services techniques déconcentrés de l'Etat.
- Les acteurs rencontrés affirment aussi que le projet a été plus flexible dans ses approches, avec des plans et stratégies de mise en œuvre qui ont été constamment adaptés en fonctions des réalités liées au contexte.



Appréciation de la Durabilité

- Les actifs réalisés sont adaptés à l'usage des populations et leur entretien devrait être facilement assuré.
- La mise en place de comités de suivi des actifs et au niveau des périmètres maraichers constitue des mesures de durabilité.
- Selon les interlocuteurs rencontrés, la forte appropriation des communautés et leur engagement autour des réalisations du projet constituent également des facteurs de durabilité.
- L'implication des services techniques de l'Etat dans les activités, notamment dans le suivi/accompagnement des bénéficiaires autour des activités agricoles et actifs est aussi un facteur de durabilité des acquis du projet.



Enseignements tirés et bonnes pratiques



Points forts

- ▶ L'implication des services techniques et des collectivités dans la mise en œuvre du projet qui permet de garantir l'alignement aux priorités sectorielles de l'État et celles des communes, ainsi que la pérennisation des acquis du projet ;
- ▶ La prise en compte des besoins prioritaires des populations vulnérables, à travers l'approche participatives d'analyse des besoins.
- ▶ L'approche de ciblage des bénéficiaires, impliquant les services techniques et les communautés, notamment, les PDI, dans le choix.
- ▶ La mise en place de dispositifs de feedback et de plaintes, donnant l'opportunité aux communautés de faire un retour d'information sur la mise en œuvre du projet. Cela contribue à améliorer la transparence et à prévenir d'éventuels conflits liés à l'assistance.
- ▶ La mise en place d'un mécanisme d'accompagnement à travers la conseillère de Caritas sur les questions de protection et feed-back et un consultant local a beaucoup contribué à l'appropriation des outils et mécanismes.



Points faibles



- Faible couverture des personnes vulnérables compte tenu de l'ampleur des besoins prioritaires des populations par le projet. Les ressources du projet étaient limitées et les besoins étaient immenses dans un contexte caractérisé par une crise alimentaire et l'insécurité.

Expériences réussies/Bonnes pratiques

- La restauration/réalisation des actifs productifs, en utilisant l'approche Cash transfert permet, non seulement aux ménages de disposer de revenu pour relancer leurs activités économiques, mais aussi au renforcement de la résilience communautaire.
- L'adoption d'une approche participative impliquant non seulement les services techniques de l'Etat, mais aussi les communautés bénéficiaires a été un important facteur de succès pour l'atteinte des résultats du projet.



Recommandations

- Renforcer les activités d'information sur la diversification du régime alimentaire en impliquant les radios locales dans les campagnes de sensibilisation des communautés
- Renforcer la communication autour des mécanismes de feedback et de plaintes pour une large connaissance de ce dispositif par les populations.
- Elaborer une stratégie de sortie du projet, avec l'implication de tous acteurs clés (communautés, Mairies, collectivités, comités de gestion)
- Poursuivre le suivi/encadrement par les services techniques auprès des bénéficiaires pour le maintien des acquis dans la durée
- Augmenter la taille des bénéficiaires (intrants et cash)
- Formation des bénéficiaires intrants sur les bonnes pratiques de maraichage
- Coupler les activités d'urgence avec des activités génératrices de revenus afin de mieux renforcer la résilience des bénéficiaires



NOUS VOUS REMERCIONS.



MALI
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire

4. DIVERS



➤ ***MISE À JOUR SUR LE PROCESSUS ENSAN – OA –
SYSTÈME EXPERT – CH FEV / MARS 2023***



➤ **TENUE DE LA RETRAITE ANNUELLE DU CLUSTER SA**

- *Bilan des réalisations détaillées du cluster en 2022*
- *Présenter les résultats de l'enquête CCPM 2022 ;*
- *Principales activités planifiées pour 2023*
- *Discuter et identifier les pistes d'amélioration pour une amélioration continue de fonctionnement du Cluster ;*
- *Identifier les opportunités à saisir pour une réponse efficace et efficiente;*
- *Identifier des axes stratégiques et des objectifs clés pour la stratégie du Cluster au cours des trois prochaines années.*

- **Quand: 21 – 22 Février 2023**
- **Où: Grand hôtel de Bamako**

- **Phase 1 : Réalisations du Cluster en 2022**
- **Phase 2 : Enquête de satisfaction des membres sur le fonctionnement du Cluster**
- **Phase 3 : Planification des activités 2023**
- **Phase 4 : Réflexion sur la stratégie pluriannuelle du Cluster**
- **Plénière + Travaux de groupe + Panel**

**MERCI DE VOTRE AIMABLE
PARTICIPATION !**

PROCHAINE REUNION :

23 MARS 2023



MALI

CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Renforcer la réponse humanitaire